

EVOLUTION DE L'ACCESSIBILITE
AU COURS DE L'ANNEE 2002

Bilan et perspectives

décembre 2002

SOMMAIRE

Page

ACTIONS TRANSVERSALES ET GENERALES

<i>I - Nouveaux documents ou rapports traitant de manière générales de la prise en compte du handicap et de l'accessibilité</i>	7
▪ Habiter une ville accessible : des usages à la conception	7
▪ apport de la commission des affaires sociales du Sénat	8
<i>II - Révision de la loi de 75</i>	9
<i>III - Prise en compte de l'accessibilité au ministère</i>	9
▪ Elaboration d'un texte d'orientation ministériel	9
▪ Emploi des personnes handicapées au ministère	9
▪ Accessibilité des sites du ministère	9
▪ Suivi de l'action des services déconcentrés en matière d'accessibilité	10
<i>IV- Communication et sensibilisation</i>	10
▪ Information des professionnels et du public concerné : salon Autonomic	10 / 11
▪ Sensibilisation des élus	
▪ Elaboration d'un outil de communication	11
▪ Elaboration et diffusion par la Dma de divers documents	12
▪ Création de pages « accessibilité » sur le site web du ministère	13
▪ Participation à diverses manifestations	13
<i>V- Formation</i>	13
▪ ENPC	13
▪ Groupe de travail sur la formation en accessibilité	13/14
<i>VI - Préparation de l'année européenne des personnes handicapées</i>	14
▪ Manifestations prévues dans le cadre de l'année européenne	14/15

▪ Profiter des grandes manifestations nationales pur sensibiliser et informer sur l'accessibilité	16
▪ Elaboration d'une charte de l'accessibilité	16
VII - Création d'un site pilote ou d'une ville laboratoire	16
VIII - Projet « Ville accessible à tous » du Certu	16 /17
IX - Institut pour la ville en mouvement	17
X - Edf	17/1/8/19
XI - Travail normatif	19
▪ Groupe de réflexion stratégique de l'Afnor	19/20/21
▪ Projet de norme sur les symboles graphiques	21
XII -Travail interministériel	21
▪ Groupe de travail interministériel	21
▪ Colloque « mieux vivre la cité : accessibilité pour tous »	22/23
▪ Commission nationale « Culture et handicap »	23
▪ CNCPH	24
VOIRIE	
I - Espace public	25
II – Stationnement	25
▪ Enquête sur les places de stationnement réservées	25
▪ Respect des places de stationnement réservées	25/26
▪ Elargissement aux personnes titulaires de la carte	26/27
III - Répétiteurs sonores et tactiles de feux de traversées	27
▪ Réglementation	27
▪ Normalisation	27
▪ Recommandations	27/28
IV- Accessibilité des passerelles et souterrains	29
V - Aires de stationnement pour les gens du voyage	29/30
VI -Groupe de travail du GRS AFNOR	29/30
VII -Matériels podotactiles d'orientation, d'information et d'éveil de vigilance	30
VIII - Accessibilité du site de la Défense	30/31

TRANSPORTS

I- Mission parlementaire sur l'accessibilité des transports	32
II- Travail de normalisation	32
▪ Groupe de travail « Véhicules » du GRS Afnor	32/33
▪ Commission de normalisation « Transport et billettique »	33
III – Recherche	33
IV - Actions du Stif	34/35
V- Transports routiers	35
Mise en accessibilité des réseaux bus et tramways	35/36
▪ Evolution réglementaire et normative	37
✓ Traduction de la directive « bus et cars » en droit français	
✓ Normalisation sur les véhicules de moins de 9 places	
▪ Transports spécialisés	37
VI -Transports ferrés	37
▪ Réglementation	37
✓ Projet de décret sur la sécurité des transports guidés	37/38
✓ Projet d'arrêté sur les infrastructures ferroviaires	38
▪ SNCF	38/39/40
▪ Métros et RER	40/41
VII- Transports aériens	41
▪ Air-France	41/42
▪ - Pilotage par des personnes handicapées	42/43
▪ -Réflexions poursuivies par ADP	43/44
▪ Information sur l'accessibilité des transports	44
VIII- Transports maritimes et fluviaux	44
IX- Actions internationales	44
▪ CEMT	4/5/46
▪ CEAC	47
▪ UE	47
✓ Année européenne des personnes handicapées	47
✓ Cost 349 sur l'accessibilité des autocars	48
✓ Etude sur l'accessibilité des transports urbains	48/49

CADRE BATI ET URBANISME

<i>I - Actions menées par le ministère</i>	50
▪ Evolution du cadre réglementaire	50/51/52
▪ Clubs accessibilité des CETE	52
▪ Animation du réseau	53
▪ Annuaire qui fait quoi	53
▪ Recueil de questions/réponses sur la réglementation	53
▪ Guide méthodologique	53
▪ Site intranet	53
▪ Formation information et mise au point d'outils méthodologiques	54/55/56
 <i>II - Travail interministériel</i>	 56
▪ Colloque mieux vivre la cité	56
▪ Groupes de travail Dguhc – Dgas	55/57
▪ Logements-foyers et réglementation du type J	58
▪ Evaluation des Clic et Sva	58
▪ Etude Anah	58
▪ Plaque « vieillir et bien vivre chez soi »	58
▪ Mise en œuvre de la loi Bachelot-Narquin	58
 <i>III Action de communication</i>	 59
▪ Colloque Cobaty	59
▪ Jury du concours Handitec	59
▪ Colloque « justice et construction »	59
▪ Iv ^{ème} conférence franco-japonaise dans le domaine de la construction	59
 <i>IV- Normalisation</i>	 59
▪ Groupe de travail « cadre bâti – ERP- logement	59/ 60
▪ Projet de norme sur l'habitat des personnes âgées	60
 <i>V – Etudes et réflexions diverses</i>	 61
▪ Outil pédagogique : SAUH Grenoble	61
▪ Eclairage et Malvoyance : Cnrh	61
▪ Développement durable, habitat, construction	61
▪ Projet Aoutils	61
▪ Bibliothèque universitaire de Caen	61
▪ Actions de France Télévision	61

TOURISME

I – LABEL « Tourisme et handicap »	62
II - 5ème campagne « Tourisme et Handicap »	63
III - Les aides à l'investissement	63
IV - La préparation de l'année européenne des personnes handicapées en 2003	63
V- Travaux de l'association « Tourisme et handicap »	63
VI- Initiatives diverses	64
▪ Charte départementale « Tourisme et handicap »	64
▪ La mer ouverte à tous	64
▪ Concours de dessin de l'UE	64
 ➤ Conclusion	 65
➤ Glossaire des sigles utilisés	66/67
➤ Remerciements de la Déléguée Ministérielle à l'Accessibilité	68

L'amélioration de la situation des personnes handicapées constitue une priorité nationale rappelée par le Président de la République à l'occasion de son intervention du 14 juillet 2002.

La situation actuelle en France en la matière n'est pas satisfaisante même si des progrès et avancées ont pu être notés depuis ces dernières années notamment en ce qui concerne les systèmes de transports nouveaux.

A l'aube de l'année 2003 « Année européenne des personnes handicapées », il convient de rappeler certains grands principes et d'agir afin que concrètement l'accessibilité progresse et que l'ensemble des citoyens puisse constater dans la réalité quotidienne des améliorations notables en ce domaine.

Les enjeux de l'accessibilité sont multiples et importants :

- ***Enjeu éthique : le principe d'égalité des citoyens et le plein exercice de la citoyenneté de chacun supposent que les lieux et espaces soient facilement accessibles à tous.***
- ***Enjeux d'intégration sociale et de lutte contre l'exclusion : la possibilité de se déplacer conditionne l'insertion sociale, éducative, professionnelle et culturelle de l'ensemble de la population.***
- ***Enjeux de confort pour tous et gage de qualité : mobilité réduite ou non, l'accessibilité concourt largement au confort offert à l'ensemble de la population. Les personnes à mobilité réduite sont les révélateurs des difficultés ressenties et subies par l'ensemble des citoyens dans l'utilisation de la cité.***
- ***Enjeu économique :***

Cet aspect peut être vu sous plusieurs angles :

- ***d'une part, les personnes handicapées peuvent accéder au travail et de ce fait consommer plus et donc devenir productrices de richesse ;***
- ***d'autre part, des économies non négligeables peuvent être réalisés en matière de santé du fait des possibilités de maintien à domicile des personnes ;***
- ***enfin, l'accessibilité peut être génératrice de recettes financières induites par une augmentation de la clientèle notamment en matière de transports publics, de loisirs et de tourisme. De plus, des économies peuvent être faites, notamment par exemple en terme de matériels comme certaines expériences tramways ont pu le mettre en évidence.***
- ***Enjeux de sécurité : la réalisation d'une bonne accessibilité est un facteur de prévention des accidents et participe à la sécurité de tous.***
- ***Enjeux de développement durable : c'est ainsi par exemple que des transports accessibles et donc plus confortables sont un élément important de promotion des transports publics et participe à l'évidence à la lutte contre la pollution et au désengorgement des centres ville.***

ACTIONS TRANSVERSALES ET GENERALES

I - Nouveaux documents ou rapports traitant de manière générale de la prise en compte du handicap et de l'accessibilité

➤ *Habiter une ville accessible : des usages à la conception*

En février 2002 a été édité le rapport d'une étude pilotée par le Plan urbanisme construction architecture (Puca) du Metltm dont l'objectif était de croiser les langages de l'architecte et du sociologue sur le dossier de la ville accessible en étudiant précisément la conception des logements, des équipements collectifs et des transports publics à partir de leur usage par les personnes handicapées.

Ce travail s'est appuyé sur des études de cas, les conclusions d'un séminaire et une série d'entretiens.

Des propositions sont faites notamment en matière de :

- concepts et de vocabulaire : « Banaliser la question du handicap, c'est restituer à ceux qui en sont victimes un droit au confort cognitif, c'est à dire un droit à la distraction »
- procédures normatives ou incitatives : « Faire évoluer la norme d'accessibilité vers celle d'habitabilité, de confort d'usage et la préparer à une gestion économique maîtrisée dans la programmation et par l'expérimentation »
- groupes de pression : « Rappeler aux associations qu'elles sont porteuses de revendication spécifiques mises au nom de l'intérêt général - confort dans l'usage - de toute la population, de sa cohésion sociale et du droit de chacun »
- programmation : « Rappeler que la gestion des situations complexes comme celle de l'accès de tous dans les réalisations est imposée, maintenant, aux projets par le code de la construction et de l'habitation. C'est donc une règle fondamentale des espaces construits. Elle impose de la vigilance et des principes qui devraient être enseignés comme celui de Design for all ».
- traditions techniques et professionnelles : « Faire évoluer les traditions professionnelles en insistant sur l'évolution des usages se traduisant par le développement de nouveaux marchés. Tout frein à l'investissement technologique en matière d'accessibilité et de confort est un marché perdu nationalement et internationalement. »
- suivi : « Introduire dans la maintenance et dans la gestion des bâtiments et des systèmes de transports celle de la continuité des usages diversifiés et de la cohérence des services et des équipements proposés. »
- communication : « Développer la communication des usages par les médias, par la multiplication des lieux accessibles, par l'information sur place (signalétique, repérage), par les supports d'information que sont les guides, les plans, les maquettes, traduits en plusieurs langages sensoriels. »

- incidences : « Généraliser l'accessibilité, c'est non seulement renforcer la cohésion sociale mais aussi gagner en confort tout en abaissant le coût des charges de la dépendance des personnes. C'est également accéder à de nouveaux marchés industriels et développer l'emploi. »

➤ ***Rapport de la commission des affaires sociales du Sénat « Compensation du handicap : le temps de la solidarité »***

La commission des Affaires sociales du Sénat a examiné, le 23 juillet 2002, le rapport d'information de M. Paul Blanc, sénateur des Pyrénées orientales, sur la politique de compensation du handicap. Ce rapport fait suite au débat suscité par la jurisprudence Perruche, qui avait conduit la commission à devoir formuler dans les meilleurs délais un projet définissant concrètement « la solidarité nationale » pour compenser le handicap.

C'est chose faite avec les 75 propositions et orientations formulées par M. Blanc, constituant les bases d'une véritable politique de compensation du handicap et répondant par là même à la priorité donnée par M. Chirac à l'insertion des personnes handicapées.

Ces mesures visent principalement à :

- simplifier le système institutionnel afin de répondre à la demande des personnes handicapées de « maîtriser leur choix de vie », en définissant notamment avec elles un « parcours de vie » et en procédant à une analyse personnalisée de leurs potentiels et de leurs besoins,
- garantir à la personne handicapée une réelle compensation pour lui permettre de réaliser pleinement son choix de vie, avec en particulier la création d'une « allocation compensatrice individualisée », assurant la prise en charge effective par l'Etat des frais liés à la compensation de sa déficience,
- refonder les politiques d'intégration sur une approche globale du handicap, incluant l'accessibilité des bâtiments et des transports, l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, à l'emploi notamment au sein des fonctions publiques ainsi qu'à la vie sociale,
- moderniser les conditions d'accueil des personnes handicapées en privilégiant proximité et autonomie,
- connaître, prévenir et soulager le handicap, en élevant par exemple celui-ci au rang de priorité de la recherche publique.

Ce dispositif devrait servir d'instrument de dialogue entre les acteurs concernés dans la perspective du dépôt, à l'automne, d'une proposition de loi, susceptible d'enrichir les travaux relatifs à la réforme de la loi d'orientation de 1975 en faveur des personnes handicapées.

II - Révision de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975

Une mission d'étude en vue de la révision de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 a été mise en place au début de l'année 2002.

Trois groupes de travail ont été mis en place sur les thèmes suivants :

- évolution des concepts dans le champ du handicap,
- accessibilité, accompagnement, conditions de vie autonome,
- éducation, scolarisation, formation et insertion professionnelle.

La délégation ministérielle à l'accessibilité (Dma) a été auditionnée par les deux derniers groupes de travail.

Un rapport intérimaire a été remis au printemps 2002 au ministre délégué à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.

III- Prise en compte de l'accessibilité au ministère

➤ *Elaboration d'un texte d'orientation ministériel*

Ce texte, qui devrait pouvoir être signé par le Ministre avant les derniers jours de 2002, montrera clairement l'engagement du ministère sur ce thème à l'aube de l'année européenne.

➤ *Emploi des personnes handicapées au ministère*

Le protocole d'accord signé le 8 octobre 2001 entre le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le ministre de l'emploi et de la solidarité avait pour but d'améliorer le recrutement et le reclassement des personnels handicapés dans la fonction publique, d'améliorer leur formation continue et leurs conditions de travail, d'améliorer les procédures qui leur sont spécifiques et de mettre en place des plans triennaux de développement de l'emploi et de l'insertion des travailleurs handicapés. Le but affiché est d'atteindre la proportion de 6% de travailleurs handicapés sur l'effectif total des salariés.

Dans ce cadre notre ministère a adopté un plan triennal (2002-2003-2004) fixant des objectifs à réaliser. Pour 2002 l'objectif consistait à engager 167 services dans une démarche visant, selon les effectifs totaux du service, à réaliser au moins un recrutement et un reclassement supplémentaires par service.

➤ *Accessibilité des sites du ministère*

- En administration centrale
Des projets sont en cours pour la mise en accessibilité totale des sites de la Défense et de Fontenoy
- En services déconcentrés
Une réflexion est mise en place sur les mécanismes de financement (notamment le FIAH) pouvant être mis en œuvre pour la mise en accessibilité de ces sites et il est envisagé l'élaboration d'un guide à destination des gestionnaires de ces sites.

➤ **Suivi de l'action des services déconcentrés en matière d'accessibilité**

- Journée de travail avec les responsables « accessibilité » nommés dans les Dde

Dans le cadre du salon Autonomic, une journée de travail avec les correspondants « accessibilité » des Dde était organisée et présidée par la déléguée ministérielle à l'accessibilité.

Trois tables rondes, animées par M. de Vincenti, inspecteur général de l'Équipement, ont permis aux portes-parole de l'administration et au représentant du monde associatif, M. Gantet, de présenter à tous les outils permettant de les aider à accomplir leur mission, de leur fournir des conseils pratiques sur la communication et la concertation et de leur rappeler les financements et la réglementation relatifs au cadre bâti, au logement, à la voirie, aux transports et au tourisme.

Les correspondants accessibilité ont aussi pu librement échanger sur leurs attentes, les difficultés rencontrées et les opérations pilotes menées par certains.

Temps fort de la journée, l'intervention de M. Gilles de Robien, a été l'occasion pour le Ministre de saluer l'action quotidienne des «hommes et femmes de terrain» et de les assurer de son soutien total et constant dans l'accomplissement de leur mission, à laquelle il attache une grande importance. Ils sont chargés de travailler avec les autres services de l'État, les collectivités locales, les professionnels et surtout le milieu associatif, «à mettre en place une sorte de lieu ressource en matière d'accessibilité au sein de la Dde et veiller à ce que les règles d'accessibilité soient bien respectées dans l'ensemble des secteurs».

Afin de pouvoir mesurer les difficultés rencontrées et les progrès attendus, il a souhaité qu'un rapport sur l'évolution de l'accessibilité dans chaque département soit adressé chaque année à Mme Bachelier et M. de Vincenti.

Enfin, M. de Robien a insisté sur le rôle du ministère dans le domaine de l'accessibilité, secteur dans lequel la France a pris du retard, car ce thème sera bientôt au cœur de l'actualité avec l'année européenne des personnes handicapées en 2003 et la révision de la loi d'orientation de 1975 en faveur de personnes handicapées.

- Nomination d'un inspecteur général de l'Équipement

Coauteur d'un « rapport sur la disponibilité effective des équipements réalisés pour assurer l'accessibilité des personnes handicapées aux transports publics », Jean-Charles de Vincenti, Inspecteur Général de l'Équipement, est désormais chargé de suivre l'action des services déconcentrés en matière d'accessibilité du logement et des transports. Sa mission s'effectue en étroite collaboration avec la délégation ministérielle à l'accessibilité.

IV - Communication et sensibilisation

➤ **Information des professionnels et du public concernés : salon Autonomic**

Salon international d'envergure et de référence en matière de handicap se tenant tous les 2 ans, «Autonomic» a eu lieu du 12 au 14 juin 2002 au Parc des expositions à Paris et a reçu plus de 30 000 visiteurs.

Le ministère se devait d'être présent, les champs de compétences de plusieurs de ses directions étant concernés par les thèmes abordés lors de cette manifestation.

La Dma, en collaboration avec le service de l'information et de la communication, a organisé sur ce salon un stand ministériel de 100 m², réunissant les directions engagées sur thème de l'accessibilité des transports, de la voirie, du cadre bâti, du logement et du tourisme.

De nombreux supports d'information étaient disponibles :

- des panneaux et affiches conçus par les directions apportant de manière pratique et concise des précisions en matière d'accessibilité sur l'urbanisme, l'habitat, la construction, les transports, la voirie, la sécurité routière, le tourisme mais aussi les remontées mécaniques ;
- deux bornes informatiques permettant d'une part, de découvrir le nouveau CD-Rom Loqacce, logiciel sur la réglementation relative à l'accessibilité des ERP et d'autre part, de visiter la rubrique «Accessibilité» du site internet du ministère (www.equipement.gouv.fr/Accessibilite/home.htm) ;
- un vaste choix de documents en libre service comme le dépliant «une voirie pour tous», la plaquette sur les aides pour l'adaptation du logement, les guides techniques sur le logement et les établissements publics ainsi que les fiches pratiques de l'ANAH consacrées chacune à un type de handicap, mais aussi les documents édités par la Dma (lettres d'informations, synthèse législative et réglementaire, bilan annuel de l'évolution de l'accessibilité) ;
- et des publications consultables sur place et à commander.

Enfin, preuves de l'intérêt porté par le gouvernement au thème de l'accessibilité, ce stand a reçu la visite de M. Gilles de Robien et de Mme Anne Lieure conseillère technique au Cabinet de M. Dominique Bussereau.

➤ **Sensibilisation des élus**

Le guide de bonnes pratiques pour la mise en place d'une concertation sur l'accessibilité au niveau local, actuellement en cours d'élaboration au Certu à la demande de la Dma, permettra de donner, aux élus notamment, des outils et des clés pour réussir une concertation sans laquelle une véritable accessibilité adaptée aux besoins de tous et aux situations locales particulières ne pourra pas être réalisée.

➤ **Elaboration d'un outil de communication à destination des directions du ministère et des échelons déconcentrés**

Ce kit qui permettra d'organiser et de faciliter la communication de l'ensemble du ministère sur le thème de l'accessibilité comprendra :

- Un dépliant de présentation des grands principes de l'accessibilité et de l'action du ministère en ce domaine
- Un dossier presse type
- Un guide de bonnes pratiques pour l'organisation de réunions accessibles
- Des éléments de langage à destinations des correspondants « accessibilité »

➤ **Elaboration et diffusion par la Dma de divers documents**

- Lettre d'information sur l'accessibilité

Elaborée et diffusée par la Dma, cette lettre trimestrielle est un document très apprécié aussi bien des services du ministère, que des élus, des décideurs, du monde associatif, des établissements de recherche ou des professionnels.

Parue la première fois en juin 2000, elle est tirée à 8 000 exemplaires et peut être également envoyée par mail sous format pdf, permettant une impression adaptée aux besoins des lecteurs. Depuis septembre 2002, elle est disponible sous format texte. Les personnes amblyopes peuvent ainsi disposer d'une version en caractères agrandis et les personnes aveugles ont la possibilité d'en prendre connaissance par reconnaissance vocale.

Parmi les principaux thèmes évoqués cette année, on citera la participation particulièrement active des associations dans la prise en compte de l'accessibilité (numéro de janvier), l'organisation et le déroulement d'événements majeurs pour la sensibilisation à ces enjeux à l'attention du grand public comme des élus et des professionnels (colloque « Mieux vivre la cité : accessibilité pour tous », salon Autonomic, journée de rencontre avec les correspondants accessibilité), ainsi que la présentation de l'année 2003 « année européenne des personnes handicapées »

En outre, cette lettre d'information rend compte régulièrement des travaux en matière législative (rapport du Sénat sur la politique de compensation du handicap), réglementaire et normative (rapport du GRS), qui traitent de l'accessibilité, tant au plan national qu'international (compte rendus des activités de la Cemt en ce domaine).

Les différents numéros parus en 2002 font enfin une large place aux initiatives et aux partenariats qui nous semblent porteurs d'avenir et à même de susciter des émules (charte qualité signée entre l'Apf et la Dde de Corrèze, mise au point de la canne blanche électronique, création de nouveaux journaux tels que « J'accède »...).

- Mise à jour d'une synthèse des textes législatifs, réglementaires, normatifs et des recommandations en matière d'accessibilité des transports, de la voirie, du cadre bâti et du tourisme

Recensant de façon exhaustive la législation, la réglementation, les normes et les recommandations en matière d'accessibilité dans les domaines de compétence de notre ministère, ce document est conçu par la Dma pour faciliter la connaissance des règles existantes et donc œuvrer pour une meilleure application de celles-ci.

A l'instar du congrès des maires de France, les diverses manifestations auxquelles la Dma a participé ont permis de constater que cette synthèse était jugée très utile par les élus, les associations de personnes handicapées, les concepteurs, les constructeurs et les personnels administratifs. Aussi a-t-il été décidé, en janvier 2002, d'assurer sa diffusion par la publication d'un fascicule spécial au Bulletin officiel. Cette opération sera désormais reconduite chaque année pour tenir compte des nouveautés en la matière.

Par ailleurs, la sous-section du droit et du contentieux au sein du Conseil général des ponts et chaussées et la Dma travaillent en collaboration afin de concevoir une présentation plus opérationnelle de ce document de synthèse.

- Etablissement d'un bilan annuel de l'évolution de l'accessibilité

Ce document très détaillé fait le point des actions réalisées, des moyens et structures mises en place pour une meilleure prise en compte de l'accessibilité, des réflexions menées ainsi que projets et axes pour la poursuite de l'action.

➤ ***Création de pages « accessibilité » sur l'internet et l'intranet du ministère***

Ce projet, dont la réalisation est aujourd'hui embryonnaire, permettra de rassembler sur un même site l'ensemble des informations disponibles en matière d'accessibilité. Outre la mise en ligne de documents et d'un grand nombre d'informations pratiques, des liens hypertextes seront faits sur les pages intéressantes d'autres sites afin de valoriser l'existant et de devenir un lieu de référence le plus complet possible reprenant l'information disponible

➤ ***Diverses participations de la Dma***

- Participation à des journées d'études ou des manifestations afin d'y développer le thème de l'accessibilité.
- Accueil de plusieurs délégations étrangères afin d'échanger avec elles sur ce thème.
- Contribution aux réflexions menées par l'institut « Ville en mouvement »

V – Formation

➤ ***Dans le cadre de l'Enpc (Ecole nationale des ponts et chaussées)***

La Dma organise dans le cadre des formations de l'Enpc une journée d'étude annuelle sur l'accessibilité à destination des entreprises de transport de voyageurs et de tourisme, des services techniques des régions, villes et départements, des personnels des échelons techniques et déconcentrés du ministère.

Par ailleurs elle intervient systématiquement dans les formations de l'Enpc traitant de thèmes comportant un aspect « accessibilité » comme notamment : les pôles d'échanges, la gestion et l'exploitation des réseaux urbains et périurbains, l'intermodalité.

➤ ***Groupe de travail sur la formation en accessibilité***

Mis en place en 2001 par la Dma, le groupe de travail « formation en matière d'accessibilité » s'est réuni en 2002, au rythme d'une séance par trimestre. Il est essentiellement composé de représentants des principales associations de personnes handicapées, de professionnels, d'agents des Centres d'études techniques de l'Équipement et d'autres services d'administration centrale de notre ministère, comme la direction des routes ou la direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction.

Les travaux de ce groupe se sont centrés sur l'élaboration d'un tronc commun susceptible d'être décliné selon des modules sectoriels (voirie, logement...) et selon les métiers ou compétences concernés (architectes, constructeurs, Dde, services techniques de la ville, élus...).

En ce qui concerne l'élaboration de cahiers des charges thématiques de formation, le Certu travaille actuellement à la mise au point d'un module en matière de voirie à destination des techniciens des villes et des agents des Dde. Par ailleurs, en matière de logement, la Dguhc a élaboré en avril 2001 un cahier des charges de formation.

La réflexion reste à mener en ce qui concerne les ERP et les IOP. Un projet de cahier des charges sur ces thèmes a été soumis pour amendement et observation aux membres du groupe. Ce document se donne pour objectifs la connaissance et l'application de la réglementation, la prise en compte de tous les types de handicaps dans les projets de construction et dans les travaux d'aménagement ainsi que la cohésion entre les différents acteurs impliqués.

S'agissant de la création d'un tronc commun de formation, une première ébauche de structure a été établie en reprenant la définition et les enjeux de l'accessibilité, la présentation du cadre réglementaire, et la connaissance des différents types de handicaps et des besoins des personnes âgées.

Parmi les principaux publics cibles visés par la sensibilisation et la formation, il faut citer, outre les agents du ministère, les membres des Comités consultatifs départementaux des sécurité et d'accessibilité (Ccda) ainsi que des commissions extra municipales, les architectes, ainsi que les personnels des préfectures.

Le groupe de travail réfléchit également à la réalisation ou à la diffusion à grande échelle d'outils et de supports de formation d'une meilleure efficacité : utilisation de guides et fiches techniques pour présenter simplement et de façon pragmatique la réglementation, création de vidéos, référence aux cas de concertation locale réussis, afin de créer une dynamique susceptible de créer des émules.

VI - Préparation de l'année européenne

Au cours de l'année 2003, décrétée « Année européenne des personnes handicapées » la Commission Européenne souhaite, en matière d'accessibilité, réunir les points de vue des différents acteurs (ministères, autorités publiques, opérateurs, associations...), évaluer les initiatives réalisées et les améliorations mises en oeuvre, analyser les bonnes pratiques et estimer leur possibilité de déclinaison dans d'autres pays ou situations.

Cette année 2003 qui a pour thème la non-discrimination, sera donc placée sous le signe du dialogue et de la concertation. Elle sera l'occasion d'unir les synergies pour créer tous ensemble les bases d'une nouvelle culture prenant en compte les droits, besoins et potentiels de l'ensemble des citoyens y compris ceux confrontés à des difficultés de mobilité.

La Commission européenne consacrera 12 millions d'euros aux actions engagées dans le cadre de cette année qui a pour thème la non-discrimination. Plus de la moitié de cette somme sera destinée au financement, à hauteur de 50%, des actions engagées par les Etats membres. La France pourra se voir attribuer 800 000 euros.

Dans le cadre de la préparation de cette année européenne des personnes handicapées, un Comité national français de coordination, présidé par Jean-Luc Simon, a été créé.

Les objectifs définis sont :

- de changer le regard porté sur les personnes handicapées
- d'impliquer les usagers dans la définition et la mise en œuvre des moyens et mesures de soutien à la vie autonome. Il s'agit donc là de la mise en place d'une véritable concertation
- d'accélérer et d'accompagner l'introduction des directives européennes et des recommandations des Nations unies dans la législation française
- de renforcer l'action française en direction des personnes handicapées au sein des institutions internationales.

Des assises régionales, puis nationales, permettront aux personnes directement concernées de s'exprimer et de faire connaître leurs difficultés et leurs besoins. Ces assises auront d'autre part un rôle important en matière de sensibilisation de l'ensemble de la population et seront également l'occasion, pour les décideurs et les professionnels, de présenter leurs projets et l'état de leurs réflexions afin de vérifier leur pertinence par rapport aux attentes des personnes à mobilité réduite.

Des manifestations permettront également aux personnes handicapées de produire et d'exposer le fruit de leur créativité et donc de mettre en lumière leur potentiel et leurs compétences. Ils deviennent donc des acteurs économiques et artistiques et non plus seulement des spectateurs de la vie économique et sociale.

Le Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (Metltm) est particulièrement concerné par les questions d'accessibilité et devra, à l'occasion de cette année européenne, marquer fortement son action en prenant l'initiative de manifestations d'envergure et en mettant en place des mesures concrètes et pratiques en matière d'accessibilité pour tous.

➤ **Manifestations prévues dans le cadre de l'année européenne**

- Organisation du second séminaire européen sur le thème de l'accessibilité.
L'Italie, chargée par la Commission Européenne d'organiser un cycle de conférences sur le thème de l'accessibilité, souhaiterait que le séminaire de clôture (novembre ou décembre 2003) soit organisé à Paris, le séminaire d'ouverture étant prévu à Rome fin janvier 2003.
Le séminaire de clôture aura pour but d'évaluer les résultats et les initiatives réalisées durant l'année européenne en matière d'accessibilité.
Le secrétaire d'Etat aux personnes handicapées, la mairie de Paris et la Cemt (Conférence européenne des ministres des transports) seront associés à l'organisation de ce séminaire.
- Organisation de manifestations au plan local :
De nombreuses actions et journées d'études et d'informations en région émailleront cette année européenne.

➤ ***Profiter des grandes manifestations nationales pour sensibiliser et informer sur l'accessibilité***

- Salon et congrès des Maires de France sont l'occasion de sensibiliser les élus. Lors du salon de novembre 2002, une information sur l'accessibilité était disponible sur le stand mis en place par la Dguhc avec une présence de la Dma.
- Le congrès du Gart permet d'intervenir sur l'accessibilité auprès des responsables de transports publics
- De la même manière la semaine du transport public de septembre 2003 pourrait être axé sur ce thème et donc de toucher les opérateurs.

➤ ***Elaboration d'une charte de l'accessibilité***

Un texte pourrait être défini en concertation avec les différents partenaires (notamment les associations, les élus et les professionnels) et être officiellement présentée et proposée aux autres pays européens lors du séminaire européen qui se tiendra à Paris en fin d'année 2003.

Ce document reprenant les grands principes de l'accessibilité sera une référence et pourra être signé par tous ceux qui veulent montrer leur engagement concret sur ce thème que ce soit des villes, des départements, des régions, des transporteurs, des constructeurs de matériels, des constructeurs du cadre bâti, etc...

VII - Création d'un site pilote ou « ville laboratoire »

Cette ville deviendrait un lieu d'expérimentation de solutions innovantes et permettrait de tester en vraie grandeur les difficultés et les solutions à retenir pour une mise en accessibilité cohérente des divers éléments de la cité : à savoir, les transports, les lieux publics, la voirie, l'habitat social...

Cela constituerait une vitrine et un laboratoire et aurait un effet pédagogique et incitatif certain.

Le montage financier d'une telle opération doit faire appel à diverses sources de financement.

VIII- Projet « Ville accessible à tous » du Certu

Le centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu) a engagé pour la période 2001-2003 un grand projet « Ville accessible à tous » dont l'objectif est de donner aux collectivités locales les moyens de répondre de manière équilibrée aux attentes des habitants et d'assurer une qualité d'usage de la cité pour tous. L'accessibilité est envisagée sous ses trois aspects principaux : l'accessibilité géographique, l'accessibilité physique et l'accessibilité sociale.

Une vaste enquête a été menée auprès de 12 villes et a montré que si de manière générale l'accessibilité est bien comprise comme une donnée transversale incluant toutes les composantes de la ville (transports, voirie, cadre bâti...) et devant profiter à l'ensemble des usagers, les mesures mises en œuvre ne le sont cependant qu'en fonction des seules personnes handicapées. Cette enquête fait également ressortir la nécessité d'une volonté politique affirmée des élus et de la mise en place d'un dialogue et d'une consultation-concertation avec les personnes concernées et l'ensemble des acteurs réunis sur un projet.

Les résultats de cette enquête préliminaire corroborent donc les principes développés depuis plusieurs années déjà concernant l'importance d'une bonne sensibilisation des élus et l'indispensable concertation avec l'ensemble des partenaires.

IX - Institut pour la ville en mouvement

Dans le cadre des réflexions menées par cet organisme sur les questions relatives au déplacement des personnes aveugles et mal-voyantes, a été organisé en avril 2001 un colloque réunissant les partenaires souhaitant s'engager dans ce travail. Cette manifestation a permis de faire le point des connaissances actuelles en la matière et de mieux cerner les demandes et les besoins des personnes concernées.

Le programme d'action défini par l'institut sur ce thème de la mobilité et de la déficience visuelle est le suivant :

- Les technologies nouvelles mobilisées pour la mobilité et l'autonomie des aveugles et malvoyants,
- Les différents supports d'aide au déplacement et à l'accessibilité des sites touristiques,
- L'accès à l'information.

X - Edf

L'implication d'Edf s'intègre dans une action multiple en faveur des personnes handicapées. A cet égard, Gérard MASSON, conseiller auprès du Président François ROUSSELY, a été nommé « monsieur handicap » à Edf afin de coordonner l'ensemble des actions qui sont menées au sein de l'entreprise.

1) L'emploi.

Un nouvel accord en faveur de l'emploi des personnes handicapées a été signé le 29 janvier 2002. Dans le cadre de cet accord d'une durée de trois ans, Edf et Gdf prennent plusieurs engagements :

- le recrutement de deux personnes handicapées, en moyenne, par unité ;
- le soutien au secteur protégé avec 8,5 M€ consacrés annuellement aux commandes passées notamment auprès des CAT ;
- le soutien à des actions de formation de personnes handicapées extérieures à l'entreprise afin d'accroître leur niveau de qualification et favoriser leur insertion professionnelle.

Cet accord privilégie une nouvelle approche de l'insertion des personnes handicapées axée sur un accompagnement professionnel individualisé.

2) L'accessibilité des locaux.

Edf a mis en place un dispositif visant à mener une politique d'accessibilité dont l'objectif est de rendre accessibles, d'ici la fin de l'année 2004, tous les sites accueillant du public.

Afin de réaliser cet objectif ambitieux, Edf a contacté la Dma pour évaluer au mieux les problèmes rencontrés par les personnes atteintes d'une déficience et avoir une meilleure connaissance des besoins des usagers handicapés.

Pour ce faire, la Dma a organisé une réunion au mois de juillet 2002. Afin de prendre en compte tous les types de handicaps et de déterminer ainsi les aspects essentiels d'une accessibilité conçue pour tous, cette rencontre a réuni les représentants des personnes souffrant d'un handicap moteur (APF), mais également visuel (Cnpsaa), auditif (Unisda) et mental ou psychique (Unapei).

Cette séance de travail a tout d'abord permis de réfléchir sur les bases d'un outil de sensibilisation concernant l'accueil des usagers handicapés par le personnel d'Edf (formation à la langue des signes, recours aux boucles magnétiques, utilisation d'une communication adaptée avec notamment l'apprentissage de la lecture labiale, création de formulaires de factures adaptés aux besoins de la population vieillissante...). Ont été également évoquées des réalisations réussies susceptibles d'inspirer la direction d'Edf (notamment les cassettes conçues par la SnCF).

D'autre part, cette réunion a abouti à l'élaboration d'un fascicule présentant de façon simple et pratique les différents aspects à considérer pour réaliser l'accessibilité des lieux ouverts au public. Destiné à sensibiliser les directeurs des différentes branches mondialistes de l'entreprise, ce document comporte une définition de l'accessibilité, une description des différents types de handicaps accompagnée de quelques données statistiques, ainsi que des propositions d'aménagement pour permettre aux personnes handicapées d'accéder facilement aux locaux, d'y circuler et d'utiliser les services offerts à la clientèle.

D'ores et déjà, des réalisations concrètes ont été conduites en faveur des personnes handicapées.

- le projet « accueil physique » mis en œuvre en 2001 se traduira d'ici à la fin de l'année par la rénovation de cinquante points d'accueil, jugés prioritaires, dont l'accès, la circulation et les aménagements intérieurs accessibles aux personnes en fauteuil roulant.
- Les services aux mal-voyants ont été développés. Depuis juillet 1998, toute personne mal-voyante qui le souhaite, peut recevoir, en complément de sa facture, une transcription en braille des éléments essentiels de ce document. Depuis le mois de juillet le livret d'accueil Edf-Gdf destiné aux nouveaux clients est également disponible en braille ou en caractère agrandi.
- Le service « e-sourds » entrera en fonction à titre expérimental à la fin de 2002, permettant aux clients malentendants ou sourds d'entrer en contact visuel, via Internet (www.e-sourds.edf.fr), avec un conseiller clientèle pratiquant la langue des signes.

3) La liberté de se déplacer.

Enfin, Edf a réaffirmé son engagement solidaire, en direction notamment des personnes à mobilité réduite. Dans le cadre du Mondial de l'Automobile 2002, les visiteurs ont pu notamment essayer le Modul'Evasion. Ce véhicule électrique permet aux personnes en fauteuil roulant d'accéder à des espaces naturels qui leur sont actuellement interdits. Après avoir soutenu la construction du Modul'Evasion, Edf œuvre aujourd'hui, en partenariat avec l'Agefiph et l'Ademe, à la mise au point de ce qui constitue un service à toutes les Pmr.

L'intervention d'Edf pour l'amélioration du transport des personnes handicapées ne se résume pas au Modul'Evasion. Ainsi, l'initiative prise par la Mission Insertion des Personnes handicapées d'Edf, permet aujourd'hui à l'Amhap et au Gihp de disposer de plusieurs véhicules électriques, pratiques et confortables, spécialement adaptés au transport en ville des personnes handicapées.

4) Des partenariats.

- A l'occasion de nombreuses manifestations sportives, Edf apporte son soutien à la Fédération française « Handisport », dont la mission est de promouvoir le sport auprès des personnes handicapées.
- Chaque année, dans le cadre d'un partenariat avec l'Association française contre les Myopathies (Afm), la Fondation Electricité de France apporte un soutien financier au Téléthon et offre trois bourses de spécialisation à l'Institut de Myologie.

XI -Travail normatif

➤ *Groupe de réflexion stratégique Afnor*

Sous l'impulsion de l'ISO, organisation internationale de normalisation et du Cen, comité européen de normalisation, l'Afnor, Agence française de normalisation, a créé en juillet 2000 un groupe de réflexion stratégique (GRS) sur la prise en compte des exigences d'accessibilité dans les normes.

La Dma assure l'organisation et la présidence du Groupe de réflexion stratégique de l'Afnor sur la prise en compte de l'accessibilité dans les normes dont la première mission a été de définir les positions françaises dans le cadre des travaux internationaux de normalisation traitant de l'accessibilité, de relever l'existant normatif et de faire remonter les besoins en nouvelles normes.

Afin que les réflexions menées correspondent aux besoins réels des personnes à mobilité réduite, les associations ont été sollicitées pour faire connaître les principaux aspects qu'elles souhaitaient voir traités. Dans un même souci d'efficacité, cinq groupes thématiques, dont l'animation a été confiée à des professionnels reconnus, ont été créés :

- « Voirie, quais, espaces publics et jardins »,
- « Produits pour mieux vivre »,
- « Véhicules »,
- « Activités sportives, culturelles, et de loisir »,
- « Cadre bâti ».

Le premier rapport de ce GRS, reprenant le travail effectué par les différents groupes, a été présenté, discuté et adopté en séance plénière le 4 avril 2002.

Les travaux des groupes traitant des véhicules, de la voirie et du cadre bâti sont détaillés dans les chapitres thématiques de ce rapport.

En ce qui concerne « Les produits pour mieux vivre », le groupe de travail s'est penché plus particulièrement sur deux questions.

D'une part, les incompatibilités pouvant exister entre la rédaction de certaines normes et la volonté d'insertion des personnes handicapées. C'est ainsi que la norme EN 60335-1 sur la sécurité des appareils électrodomestiques précise que la « norme ne tient pas compte des utilisations des appareils par des jeunes enfants ou des personnes handicapées ». Estimant que cette remarque est totalement contraire à l'esprit d'intégration sociale des personnes handicapées, le GRS a suggéré, via l'Afnor et l'Ute, que celle-ci soit reformulée plus adroitement, voire retirée.

D'autre part, un certain nombre des besoins des différentes populations ont été mis en évidence, il s'agit notamment :

- des interfaces adaptées
- des modes d'emploi simplifiés
- des systèmes d'ouverture et de fermeture simples, maniables et pratiques et d'indications lisibles et compréhensibles pour tous en ce qui concerne les emballages des produits
- des caractéristiques de l'information (lisibilité, compatibilité avec les aides techniques, média de substitution, signalétique claire, interactivité ...)
- des distributeurs, portillons et portes d'accès, interphones et visiophones, cabines téléphoniques (claviers normalisés et utilisations de couleurs)
- de l'accès physique aux caisses et aux rayons des supermarchés et de l'accompagnement sur place.

Les conclusions de ce groupe de travail du GRS privilégient donc la nécessité de concevoir des produits prenant en compte ces besoins ainsi que la réalisation de normes ou de référentiels de bonnes pratiques. Ces documents pourraient se présenter sous la forme d'un catalogue de recommandations à observer et d'erreurs à éviter.

Les réflexions du groupe « Activités culturelles, sportives et de loisirs », ont portées sur :

- la question de l'accès à tous sans discrimination des parc de loisirs, en prenant compte aussi bien les bâtiments que les attractions (manèges ...). Des propositions visant notamment l'aménagement des files d'attente et des salles de spectacles ont été retenues.
- l'accessibilité pour les personnes handicapées aux activités sportives. Le manque de matériel approprié est apparue comme une évidence, les équipements sportifs adaptables aux besoins des cette catégorie de la population étant réduits à des prototypes et la construction en série étant inexistante.

Aussi est-il envisagé d'élaborer un guide de recommandations Afnor à destination des communes, offices de tourisme, CCI, industriels, décideurs et investisseur publics, afin de les sensibiliser sur l'existence d'un marché potentiel en matière d'équipement sportif pour les personnes handicapées.

- enfin, l'inadéquation des jeux et jouets avec les besoins des enfants handicapés a été rappelée. Outre le nécessaire besoin de sécurité, la notion d'accessibilité pour les jouets va dans le sens d'une normalisation de certains types de produits, adaptables et modulables selon les besoins. Une campagne de sensibilisation et la création d'un label sont préconisés en vue de sensibiliser les constructeurs de jouets et de les inciter à s'intéresser à ce marché.

A l'issue des travaux de ce groupe, la question de la formation à l'accueil des personnes handicapées est apparu comme un problème récurrent. Les réflexions stratégiques concernant l'accessibilité aux activités sportives culturelles et de loisirs mettent en évidence la nécessité de faire évoluer les mentalités et d'inciter à la formation à l'accueil de cette population.

La mise à disposition d'un guide de conseils sur l'accueil ainsi qu'une sensibilisation des industriels sur un besoin réel en normes d'accessibilité sont les deux propositions qui ressortent de la réflexion de ce GRS.

Les travaux des différents groupes de travail ont donc abouti à des conclusions convergentes : le peu de prise en compte des exigences d'accessibilité dans les normes actuelles, les lacunes s'agissant des handicaps sensoriels et mentaux, la nécessité de réviser certaines normes relatives aux transports ferrés et routiers, de mettre en place des actions de formation et de sensibilisation des professionnels et surtout d'élaborer des outils de préconisation en la matière.

Cette dernière conclusion rejoint le désir exprimé par l'ISO concernant l'élaboration de cahiers de charges thématiques en matière d'accessibilité. Le nouveau mandat du GRS consistera donc, entre autres, à rédiger ces cahiers de charges, selon une méthodologie privilégiant la concertation avec tous les acteurs et la prise en compte des règles et normes existantes ainsi que des cahiers de charges déjà réalisés.

Afin de tenir compte de tous les secteurs d'activités et de mieux cerner les domaines d'action, les champs de compétence des groupes de travail ont été légèrement modifiés et leurs intitulés sont désormais les suivants :

- Produits et services
- Transports : véhicules, interface et voirie
- Cadre bâti – logement
- Activités sportives, culturelles, éducatives et de loisirs
- Signalétique et information.

Le thème « espace public » sera traité de façon transversale dans l'ensemble des groupes de travail.

➤ **Projet de norme sur les symboles graphiques**

Un projet de norme internationale « principes élémentaire pour les symboles graphiques utilisables sur le matériel – partie 3 : - guide pour l'application des symboles graphiques » a été soumis pour vote à l'été 2002. Ce projet intéresse l'accessibilité dans la mesure où la signalétique est un élément essentiel pour sa réalisation.

XII -Travail interministériel

➤ ***Le groupe de travail interministériel***

Ce groupe mis en place par la Dma durant l'année 2000 et dont les actions les plus concrètes ont été l'adoption d'une définition commune aux différents ministères en ce qui concerne l'accessibilité et l'organisation du colloque interministériel « Mieux vivre la cité » : accessibilité pour tous » les 19 et 20 février 2002. Il devra être réactivé.

➤ **Le colloque « Mieux vivre la cité : accessibilité pour tous »**

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement ont organisé les 19 et 20 février 2002 à Paris un colloque sur le thème de l'accessibilité pour tous. Ces deux journées ont permis aux représentants de l'État, aux associations, aux entreprises et aux élus d'échanger et de travailler dans le cadre de tables rondes et d'ateliers sur six thèmes : "circuler, se déplacer, voyager", "habiter, se loger", "travailler", "apprendre, s'instruire, se former", "accéder aux loisirs, à la culture et aux sports", "s'équiper et utiliser les objets de la vie quotidienne".

Ce colloque avait pour objectifs de rechercher les moyens de renforcer la participation de tous les citoyens à la vie sociale, éducative, sportive, culturelle et professionnelle, en facilitant l'autonomie des personnes handicapées, et d'offrir à tous une meilleure qualité d'usage de l'environnement, des transports et du cadre bâti ainsi que des services et activités composant la vie sociale, sans exclusion ou discrimination.

En amont de ce colloque des groupes de travail ont été créés pour chacun des thèmes et ont associé plusieurs ministères concernés et les acteurs des secteurs concernés. Ces groupes avaient comme mission de cerner les problématiques de chaque secteur ainsi que les solutions envisagées ou retenues et ce, afin de favoriser la qualité des travaux et des débats en séance. Si la tenue du colloque, par la forte participation des personnes y assistant et la présence de plusieurs ministres, a été une réelle réussite, elle a montré la nécessité de renforcer et de développer le travail interministériel en matière d'accessibilité.

Cette manifestation, qui a réuni près de 600 participants représentant essentiellement le monde associatif, institutionnel et professionnel, a été notamment marquée par la présence de 8 ministres du gouvernement venus faire le point de l'état actuel de l'accessibilité en France, des progrès accomplis ainsi que des efforts à poursuivre et des actions à mener afin de réaliser une véritable accessibilité de la ville, du cadre bâti, des espaces publics, du logement et permettre ainsi aux personnes âgées ou en situation de handicap d'exercer pleinement leur citoyenneté en participant sans entrave à la vie sociale, culturelle, éducative.

L'accessibilité ressort sans conteste d'une logique interministérielle impliquant l'ensemble des secteurs. Des synergies sont à mettre en place afin que l'accessibilité soit systématiquement intégrée dans toutes les réflexions ou actions menées dans les domaines tels que la voirie, la construction, le transport, le tourisme, les produits et services, l'éducation, la culture, l'emploi, la santé.

Dans le contexte actuel de vieillissement de la population et de mise en œuvre de la notion de développement durable, les enjeux de l'accessibilité prennent toute leur importance et l'année 2003, année européenne des personnes handicapées, sera l'occasion d'une sensibilisation sur ce thème et permettra de constater les premières avancées depuis le nouvel élan donné par ce colloque de la « maturité » qui s'est déroulé à Paris à l'Unesco et dont ressortent quelques idées fortes :

- Une approche nouvelle globale de l'accessibilité :
pour la première fois, tous les aspects de l'intégration sociale des personnes handicapées étaient abordés. Cette logique transversale imposait une large variété de participants et une interministérialité allant au-delà des ministères organisateurs, le ministère de l'équipement, des transports et du logement et celui de l'emploi et de la solidarité.
Aux côtés d'élus, d'associations, d'administrations et de professionnels, huit membres du gouvernement sont venus annoncer aux 600 participants des mesures concrètes ou des projets, mais surtout la nécessité de travailler en collaboration.
- La prise de conscience de l'ampleur du problème de l'accessibilité en France :
longtemps cette question n'a concerné que les personnes atteintes d'un handicap moteur, sensoriel ou mental. Cette approche restrictive a été largement dépassée lors du colloque : jamais, semble-t-il, le concept de « personnes en situation de handicap » n'a été aussi utilisé. Toute personne face à un environnement non accessible devient une personne handicapée. Ainsi, selon une enquête de l'Insee de 1999, 40% de la population française rencontrent dans la vie de tous les jours des difficultés physiques, sensorielles ou mentales. Le vieillissement de la population ne fera qu'accroître ce pourcentage.
- Le développement d'une culture de l'accessibilité, qui passe nécessairement par la sensibilisation et la formation de tous les acteurs de la vie de la cité : élus, administrations, transporteurs, architectes, ingénieurs, techniciens.. simples citoyens. Il s'agit en fait de faire sortir l'accessibilité du domaine particulier de la prescription technique ou réglementaire pour la placer au sein de la culture d'une société par l'intermédiaire des espaces qu'elle secrète.

➤ **Commission nationale « culture et handicap »**

Durant l'année 2001, le Ministère de la Culture a créé une Commission nationale « Culture et handicap » qui a mis en place quatre groupes de travail dans une démarche partenariale à laquelle fut associée la délégation ministérielle à l'accessibilité. Ceux-ci ont porté sur « l'accueil et la médiation », « l'accessibilité », « les pratiques artistiques » et enfin, « l'information et la communication ». Ils ont élaboré un certain nombre de propositions présentées au Ministère de la Culture début 2002 qui s'articulent autour de 3 objectifs majeurs :

- l'engagement d'un plan de formation des acteurs culturels
- un volontarisme renforcé en matière d'accessibilité
- une information adaptée.

Au sein de l'ensemble des propositions dont la mise en œuvre se poursuivra jusqu'en 2003, on peut noter le développement de l'accessibilité des lieux culturels, le conditionnement des aides financières du Ministère aux exigences légales et le renforcement des contrôles du respect des cahiers des charges. On remarque également l'avancée considérable que constitue l'intégration de modules de formation à l'accessibilité dans les écoles d'architecture. Enfin, des actions communes vont être développées avec le ministère du Tourisme pour la création d'un label commun « Culture, tourisme et handicap ».

➤ **CNCPH**

Le Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées rassemble des associations et des organismes regroupant des personnes handicapées, développant des actions de recherche dans le domaine du handicap ou finançant leur protection sociale ainsi que des organisations syndicales et patronales représentatives.

Le Cncph peut être consulté par les ministres compétents sur tout projet, programme ou étude intéressant les personnes handicapées. Il peut également examiner de sa propre initiative, toute question relative à la politique en faveur des personnes handicapées, organiser des commissions restreintes pour étudier les questions soumises à son examen et entendre toute personne susceptible de l'éclairer dans ces travaux.

Son président et ses membres sont nommés pour une période de 3 ans, mandat qui est venu à expiration le 14 septembre 2002.

VOIRIE

I- Espace public

La Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction (Dguhc) du Metltm a, en collaboration avec les Cete et le bureau Amplitude, conçu et réalisé un « guide pour l'aménagement de voiries et d'espaces publics accessibles » disponible depuis juin 2002.

Ce document, qui a pour ambition de contribuer à développer une approche qualitative de la voirie en améliorant le confort de tous les usagers, est un outil à l'intention de tous les intervenants de l'aménagement urbain (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises et services) et doit les aider à préserver et améliorer l'accessibilité de la ville.

Ce guide présente une vision globale des pratiques et besoins des utilisateurs de la voirie ainsi que les objectifs à atteindre.

C'est également un document pratique et opérationnel réunissant l'ensemble des informations, références techniques et règles de décisions nécessaires à la réalisation d'aménagements urbains accessibles à tous.

II - Stationnement

➤ *Enquête sur les places de stationnement réservées*

Une enquête a été lancée par la Dma en 2002 auprès des préfetures et des Dde pour connaître le nombre et la localisation de ces places ainsi que les problèmes rencontrés en ce qui concerne leur respect et les solutions éventuellement mises en œuvre.

De nombreuses réponses ont d'ores et déjà été obtenues et il conviendra dans les mois à venir d'analyser les réponses obtenues, de faire un bilan et de proposer des mesures après une concertation avec les différents partenaires (représentants des collectivités locales, du ministère de l'intérieur et des personnes handicapées).

➤ *Respect des places de stationnement réservées aux personnes handicapées*

Du fait du non respect des places de stationnement réservées aux personnes handicapées et du peu d'efficacité des campagnes de sensibilisation en la matière et de l'application d'amendes en cas de stationnement abusif, certaines collectivités locales mettent en place des systèmes de barrières rétractables au moyen d'un boîtier qui, selon les cas, est fourni gratuitement ou doit être acheté par les personnes handicapées.

Même si ce dispositif a pour but de limiter le risque d'utilisation abusive des places de stationnement réservées, il ne doit pas constituer une barrière supplémentaire pour les personnes concernées et notamment celles non pourvues d'un pass ou d'un boîtier, tels les visiteurs, les touristes ou les utilisateurs occasionnels.

Dans le cas où les municipalités décident d'équiper d'un système de ce type les places de stationnement aménagées pour les personnes handicapées il convient d'attirer leur attention sur le fait qu'il est tout à fait souhaitable que le nombre de places réglementairement réservées (une sur cinquante) le soit sans ce système et que celles équipées de ce système soient des places supplémentaires.

La position de l'Apf, adopté à son conseil d'administration du 26 septembre 1998 à Valence est d'ailleurs très claire sur cette question : « De tels dispositifs ne peuvent être considérés comme la solution au problème du stationnement rencontré par les personnes handicapées en raison du non respect par les valides, des emplacements réservés.

L'intérêt collectif (des personnes handicapées) n'est pas compatible avec de tels dispositifs car :

- Ils compromettent le principe de libre circulation sur l'ensemble du territoire dans des conditions normales en empêchant le stationnement sur des emplacements qui leur sont pourtant réservés, aux personnes non munies d'un système unique d'accès. Ce paradoxe est accentué par l'absence d'un système unique d'accès aux emplacements réservés fermés ;
- Ils sont en contradiction avec le projet de mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2000, d'un modèle unique européen de carte de stationnement dont l'objet est de permettre d'accorder à l'ensemble des ressortissants des pays de l'union européenne les mêmes facilités de stationnement ;
- Ils présentent des difficultés matérielles pour les personnes qui ne peuvent utiliser les systèmes d'accès mis en place sans être dans l'obligation de se faire aider par un tiers, ce qui compromet le principe d'autonomie des personnes handicapées préconisé par l'Apf ;
- Ils risquent de favoriser le « clientélisme », en limitant l'accès aux emplacements réservés fermés aux seuls clients habituels des grandes surfaces ».

➤ ***Elargissement aux personnes titulaires d'une carte « station debout pénible » du bénéfice de stationnement sur les places réservées .***

La loi n° 2002-73 de modernisation sociale, du 17 janvier 2002, traduite dans l'article L 2213-2 du code général des collectivités territoriales, stipule que le maire peut, par arrêté municipal, « délivrer des autorisations de stationnement donnant droit à l'usage de ces emplacements sur le territoire communal, aux personnes titulaires de la carte Station debout pénible » prévue à l'article L. 241-3-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les avis sont toutefois partagés en ce qui concerne ces nouvelles dispositions réglementaires.

Certains, et les personnes à station debout pénible en premier lieu, se réjouissent de voir que des facilités supplémentaires sont accordées aux personnes souffrant d'un handicap, car cela constitue une réelle avancée sociale.

D'autres, les associations de personnes handicapées en particulier, s'inquiètent au contraire des conséquences d'une telle décision, pour les personnes handicapées qu'elles représentent. En effet, le nombre de places réservées sur l'espace public est réduit (une sur cinquante) et l'incivisme de certains automobilistes valides restreignant déjà leur utilisation par les ayants-droit, leur ouverture aux personnes titulaires de la carte « station debout pénible », risque de limiter encore les possibilités de stationnement pour les personnes handicapées titulaires de la carte GIG-GIC.

Les élus, eux aussi se préoccupent de cette décision et notamment des problèmes qu'ils risquent de rencontrer à moyen terme en ce qui concerne le nombre de places de stationnement supplémentaires qu'il faudra réserver sur la voie publique.

III - Répétiteurs sonores et tactiles de feux de traversées

➤ **Réglementation**

L'arrêté modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière a été signé le 8 avril 2002 (Journal officiel en date du 25 avril 2002). Répondant aux dispositions des deux décrets n° 99-756 et n° 99-757 du 31 août 1999 concernant les prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie publique, cette nouvelle réglementation spécifie le contenu du message tactile ou sonore exclusif permettant aux personnes aveugles ou malvoyantes de connaître le moment où il est possible de traverser les voies de signalisation.

Il est précisé que :

- pendant le signal vert (indiquant la possibilité de traverser pour les piétons) un système sonore codé exclusif doit être émis sans interruption, précédé ou non d'une sonorité de début de vert. Aucune autre sonorité ne doit être émise pendant la phase de vert.
- un message verbal débutant obligatoirement par « rouge piéton » doit être émis au début de la phase de rouge (interdiction aux piétons de traverser). Ce message est émis lors de la réactivation du dispositif pendant la durée de la phase rouge.
D'autres indications verbales peuvent, éventuellement, compléter ce message pour indiquer la localisation du feu ou une traversée en deux temps par exemple.
Aucun message codé ou à caractère publicitaire n'est autorisé durant la phase rouge.

➤ **Normalisation**

- La norme expérimentale Afnor XPS 32-002, intitulée « Insertion des personnes handicapées – Répétition sonore des feux de circulation à l'usage des non voyants ou des malvoyants ». datant de 1983, a été réactualisée en juillet 2000, mais celle-ci ne s'applique qu'aux dispositifs sonores.
- Un projet de norme visant à compléter le thème relatif aux sécurités fonctionnelles est actuellement en cours d'examen par l'Ute qui doit déterminer la disponibilité électrique de ces équipements. La description acoustique des sonorités de vert et de début de vert est également en cours de normalisation.

➤ **Recommandations**

Les textes réglementaire et normatif précités ne comportant pas d'indications techniques sur la mise en place des dispositifs répétiteurs de feux, un groupe de travail piloté par le Certu et réunissant des représentants des personnes aveugles et mal voyantes, de la Ville de Paris, des Cete, des services centraux du ministère de l'équipement, s'est donné pour objectif d'élaborer un guide de recommandations, dont la version finale est prévue pour le début de l'année 2003.

Ce document doit faire le point sur :

- les principales difficultés du piéton aveugle ou malvoyant
- le contexte normatif et réglementaire
- les caractéristiques des dispositifs à message sonore ou tactile (conseils sur l'utilisation du dispositif à privilégier selon les situations, recommandations sur la composition du message...)
- les modes d'activation des dispositifs (bouton poussoir, télécommande)
- l'aide à la localisation (notamment bandes podotactiles)
- le marquage en relief et le recours aux contrastes visuels (hors éléments podotactiles)
- les mesures de sécurité
- l'implantation (cas type et cas de traversées complexes dont certains carrefours à risque).

IV - Accessibilité des passerelles et souterrains

Les passerelles et les passages souterrains (qu'ils soient autoroutiers, routiers, urbains ou ferroviaires) constituent bien souvent une entrave à la circulation des personnes à mobilité réduite.

Constatant que la question de l'accessibilité des équipements de franchissement de voies ou espaces publics se pose fréquemment aux Dde et que, selon le type d'équipement ainsi que son usage ou sa destination, les règles qui s'appliquent peuvent être différentes dans ce domaine, il semblait nécessaire de définir un mode de réflexion pour l'accessibilité de ces équipements et de le faire savoir.

Un groupe de travail a donc été mis en place en novembre 2001 et s'est poursuivi tout au long de l'année 2002. Piloté par la Déléguée Ministérielle à l'Accessibilité et réunissant les directions et services concernées du Ministère (Dguhc, Cgpc, Dr, Service de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes, Dtt, Certu, Setra) ainsi que la Sncf et la Ratp, il s'est penché sur cette question de l'accessibilité de tous les types de passerelles et de souterrains et a défini une méthode de réflexion afin de traiter les cas qui se présentent.

Les travaux de ce groupe ont tout d'abord abouti à l'élaboration pour les correspondants « accessibilité » des Dde d'une fiche synthétique récapitulant les réglementations et procédures applicables aux ERP, IOP et à la voirie, ainsi que d'un tableau présentant les principaux cas de figure, la réglementation applicable et des éléments permettant de répondre aux questions que l'on peut se poser sur le statut de ces équipements (ERP, IOP, Voirie).

Les Dde ont été nombreuses à faire part à la Délégation ministérielle à l'accessibilité de leur satisfaction d'avoir été rendues destinataires de ces documents de travail.

Il a été décidé de poursuivre le travail par le recensement des différents enseignements tirés des problèmes rencontrés sur le terrain en matière d'accessibilité des passerelles et souterrains. Cette synthèse, réalisée par la Dma, reprend en particulier les différents cas où les passerelles et les souterrains ne sont pas mis en accessibilité, propose des solutions alternatives, et expose les conditions d'une véritable accessibilité de ces équipements.

Cette fiche sera distribuée aux Dde à l'occasion de rencontres ou diffusée de manière informelle.

V- Aires de stationnement pour les gens du voyage

Diverses interrogations se posent concernant les règles à appliquer en ce qui concerne l'accessibilité de certains équipements neufs tels que les parcs de loisirs avec mobil homes ou les aires de stationnement pour les gens du voyage.

En ce qui concerne les parcs de loisirs avec mobil homes, les principales questions portent le nombre et le pourcentage de mobil home à aménager et les règles techniques à respecter.

Pour ce qui est des aires de stationnement des gens du voyage les prescriptions réglementaires définies pour les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public doivent elles ou non s'appliquées ?

Une doctrine devrait être définie en la matière car ces questions se posent de plus en plus fréquemment et aucune réponse claire n'est encore donnée.

VI - Groupe de travail du GRS Afnor

Il ressort du rapport du groupe de travail « voirie, quais, espaces publics et jardins » trois sortes de propositions, les unes adressées à l'attention de l'Afnor, les autres aux administrations centrales et les dernières aux collectivités locales.

➤ **Préconisations à l'attention de l'Afnor :**

Elles portent sur :

- l'élaboration d'un recueil « accessibilité et sécurité dans les espaces publics »
- l'édition d'un document méthodologique pour l'élaboration de guides de bonnes pratiques pour l'accessibilité à tous de l'espace public,
- la mise en place au sein des établissements publics d'un coordonnateur chargé du suivi de l'amélioration de l'accessibilité et de la sécurité.

➤ **Préconisations à l'attention des administrations centrales :**

Elles concernent :

- l'harmonisation des circulaires et règlements établis par les administrations centrales grâce à l'élaboration d'une circulaire interministérielle sur l'accessibilité et la sécurité
- l'intérêt porté à la formation permanente des agents et à l'enseignement dispensé aux élèves-architectes et élèves-ingénieurs
- l'évaluation de l'accessibilité dans les établissements publics, tels que l'Epad, la Sncf, et Aéroports de Paris

➤ **Préconisations à l'attention des collectivités locales :**

Il est proposé aux collectivités locales une démarche similaire à celle soumise aux établissements publics, à savoir l'élaboration d'un « plan des espaces publics urbains prioritaires accessibles à tous », avec un programme de travaux pluriannuels.

Dans le cadre de la suite des travaux du GRS dont l'objectif est de concevoir des cahiers de charges normatifs sectoriels ou des guides de bonnes pratiques (dont la parution est prévue pour 2004), la question de la voirie est traitée au sein du groupe thématique « Transports : véhicules, interface, voirie ».

VII- Matériels podotactiles d'orientation, d'information et d'éveil de vigilance

Le groupe de travail mis en place en 2001 en vue de la révision de la norme NF 98-351 en date de février 1989, a élaboré, suite à des expérimentations ayant eu lieu en mai 2002, un projet s'appliquant exclusivement aux dispositifs d'éveil de vigilance au sol situés :

- en bordure de quais ferroviaires en site fermé ou en voirie de surface, ce qui exclut du domaine d'application les quais ferroviaires équipés d'un système de protection de chute
- en bordure de trottoir au droit de traversées de chaussées, équipées de bâteaux avec matérialisation de la traversée, ou au droit de chaussées relevées, avec ou sans matérialisation
- en haut de marches d'escaliers.

Il est fortement souligné que ce projet de révision n'a pas pour objet le guidage mais uniquement l'éveil de vigilance, en particulier en cas de danger.

Outre les lieux d'implantation cités précédemment, ce texte spécifie les caractéristiques auxquelles doivent répondre les dispositifs au sol d'éveil de vigilance. Il précise notamment qu'un contraste de couleur par rapport à leur environnement immédiat constitue pour les personnes malvoyantes ou aveugles « une information complémentaire indispensable », et traite également de l'adhérence et de la limite de validité d'usure des surfaces considérées.

VIII- Accessibilité du site de la Défense

En février 2001, La déléguée ministérielle à l'accessibilité et M. Antoni, Inspecteur général de la construction au Cgpc, avaient demandé à l'établissement public d'aménagement de la Défense (Epad) de procéder à une étude sur l'accessibilité des cheminements du site et la desserte des différents équipements.

Les résultats de cet inventaire faisant ressortir que, malgré les travaux d'ores et déjà mis en œuvre, des efforts restent encore à faire, la Dma a décidé de poursuivre son travail de réflexion et de diagnostic, en étroite collaboration avec l'Epad et ses différents partenaires (Vinci Park, Comité départemental du tourisme 92, Toit de l'Arche, commissariat, Ratp, Quatre Temps, etc...) sur les points suivants.

1. Déplacements facilités

Il est envisagé de mettre à jour le plan d'accessibilité du quartier d'affaires (document disponible auprès d'Info Défense installé sur le Parvis – (tél. : 01.47.74.84.24) qui recense les équipements disponibles et les cheminements conseillés, que ce soit en voiture, en transports en commun, ou à pied.

2. Stationnement

Les parkings de la Défense, gérés par Vinci Park-Sépadef, sont accessibles à tous pour des véhicules d'une hauteur maximum de 1m80. Au delà il convient de faire une demande de stationnement hors parking, une semaine à l'avance à l'Epad (01 47 73 73 73).

S'agissant du projet d'installer dans les parkings publics des barrières automatiques rétractables sur les places réservées aux personnes handicapées, la Dma rappelle à la Sépadef sa position sur le sujet (cf. partie Voirie – II Stationnement).

3. Travailleurs handicapés employés à la Défense.

Alertée par les représentants du personnel de certaines entreprises ou administrations sur les lacunes existantes, la Dma a obtenu de l'Epad une série de propositions en matière d'aménagement de l'espace et continuera à suivre la situation des personnes handicapées qui fréquentent quotidiennement le quartier d'affaires.

4. Accessibilité du site « Cœur Transport – La Défense »

L'agence de développement territorial des Hauts-de-Seine de la Ratp a confirmé que tout sera mis en oeuvre pour une accessibilité totale et pérenne de la nouvelle plate-forme multimodale de transports.

- Dès la fin des travaux d'aménagements, les voyageurs disposeront d'ascenseurs accessibles en libre service. Ces équipements permettront d'accéder directement ou par des niveaux intermédiaires (salle des échanges, village service, voirie ...) à tous les modes de transport (Rer, tramway, SnCF, gare départ bus et gare routière) à partir du parvis de la Défense.
- Les agents de la Ratp (agents de la gare et agents techniques) ont été sensibilisés sur l'importance d'un entretien régulier des ascenseurs et la rapidité des interventions.
- De nombreux éléments ont été pris en compte pour jalonner tous les cheminements de ce site particulièrement complexe et dense en matière d'information et de signalétique.

Ainsi de nombreux supports signalétiques de taille raisonnable répètent de façon fréquente toutes les informations nécessaires aux voyageurs pour atteindre leur destination. Face aux flux entrants, les supports lumineux placés au centre de la salle des échanges informent les voyageurs sur les transports. Face aux flux sortants, les supports lumineux sur les piliers extérieurs de la salle informent sur les sorties et les services complémentaires.

En complément, des supports de grande dimension, visibles et lisibles à distance, installés au niveau des accès aux transports et des sorties dispensent une information spécifique dédiée et facilitent le cheminement des voyageurs qui peuvent anticiper leur parcours dans la salle des échanges.

TRANSPORTS

En 2002 les aides de l'Etat relatives aux études, à la mise en oeuvre des Pdu et autres améliorations des transports collectifs sont à ce jour de 41 M€ dont 2,04 M€ à des opérations clairement identifiées en faveur de l'accessibilité. Il est très important de noter qu'un certain nombre d'investissements (ex : aménagement de pôles intermodaux, aménagements d'arrêts bus...) n'identifient pas très précisément la part accessibilité dans le coût global. Par ailleurs concernant la ligne budgétaire réservée aux transports en commun site propre (Tcsp), 33 M€ sur 80 ont été à ce jour engagés pour solder des opérations. Le solde soit 47 M€ devrait prochainement être versé à Valenciennes pour la réalisation de sa 1ère ligne.

I- Mission parlementaire sur l'accessibilité des transports

Par décret du 6 août 2002, le premier ministre a chargé Mme Geneviève Lévy, députée du Var et maire adjoint de Toulon, d'une mission sur l'accessibilité des personnes handicapées et à mobilité réduite dans les transports. Cette parlementaire devra analyser les besoins des personnes handicapées et faire au gouvernement à la fin du mois de février des propositions concrètes pouvant être mises en œuvre à court ou moyen terme. Il a été demandé à la délégation ministérielle à l'accessibilité d'apporter son concours à Mme Lévy et d'assurer le secrétariat de cette mission parlementaire.

II- Travail de normalisation

➤ *Groupe de travail « Véhicules » du GRS sur la prise en compte des exigences de l'accessibilité dans les normes*

Les travaux du GRS ont fait apparaître que dans le domaine des véhicules de transports, l'on se heurte à deux principales difficultés : le manque d'éléments normatifs en la matière et l'absence d'uniformité au niveau des réglementations s'appliquant aux véhicules routiers, notamment en ce qui concerne les taxis. D'où la nécessité d'homogénéiser les différentes réglementations avant de créer de nouvelles normes.

Ces lacunes sont particulièrement vraies en ce qui concerne les normes relatives aux autocars. Aussi le GRS propose-t-il des aménagements d'espaces et d'équipements modulables, afin de ne pas restreindre la capacité de transport de personnes de ces véhicules.

S'agissant du domaine des transports ferrés, il est notamment proposé l'amendement de plusieurs normes (ex : ramener la distance horizontale de la lacune à 5 cm au lieu des 10 prévus par la norme FD P 91-202).

Concernant l'ancrage des fauteuils roulants dans les différents moyens de transports mais également leur circulation sur la voirie, le GRS considère qu'il s'agit en fait d'un problème d'interfaces. Il conviendrait de réfléchir à une nouvelle conception des fauteuils roulants, qui, tout en respectant les nouvelles normes ISO 7176, devra satisfaire à un minimum d'exigences communes (dimensions, poids et points de fixation) pour une utilisation plus aisée des transports et de la voirie, tout en préservant une adaptation personnalisée aux besoins de chaque usager.

Il est à noter qu'en l'absence de représentant des transports maritimes au sein du groupe « véhicules de transport », ce secteur n'a pas été évoqué lors de cette première phase de travail, de même que l'accès aux avions par des plates-formes élévatoires, qui fait l'objet d'études européennes.

Mais, de même qu'il devra trouver des éléments de réponse aux problématiques précitées (en s'appuyant notamment sur le COST 349 en ce qui concerne les autocars), le nouveau groupe de travail mis en place pour la conception d'un cahier des charges en la matière intégrera le domaine des transports maritimes.

➤ **Commission de normalisation « Transport et billettique »**

La commission de normalisation CN 03 du bureau de normalisation de l'exploitation de la voirie et des transports (Bnevt) a organisé ses réflexions en 5 groupes de travail thématiques :

1. Equipements embarqués et transmission de données dans les véhicules
2. Système d'information pour les usagers
3. Carte de transport
4. Carte souple et mince de transport
5. Perception tarifaire

La déléguée ministérielle à l'accessibilité participe aux travaux de la commission générale ainsi qu'à ceux des groupes de travail 2 et 4.

III - Recherche

Programme national de recherche et d'innovation dans les transports terrestres.

« Ce programme, en stimulant la coopération entre secteurs publics et privés, vise à favoriser l'émergence de systèmes de transport économiquement et socialement plus efficaces, plus sûrs, plus économes en énergie, et finalement mieux respectueux de l'homme et de son environnement. ». Le Predit entre cette année dans sa 3^{ème} phase (2002-2006) et s'est posé 3 objectifs :

- assurer une mobilité durables des personnes et des biens,
- accroître la sécurité des systèmes de transport,
- et réduire les impacts environnementaux et contribuer à la lutte contre l'effet de serre.

La délégation ministérielle à l'accessibilité participe à un des onze groupes opérationnels « services de mobilité » qui a lancé un appel à projet dont les réponses sont examinés au cours du second semestre 2002. Les trois thèmes retenus sont : les services dans les pôles d'échanges, les services d'information pour les personnes handicapées et les services pour une entreprise engagée dans un PDE.

IV – Action du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (Stif)

Le Stif durant l'année 2002 a donné une nouvelle impulsion à sa politique d'amélioration de la qualité de services des transports publics pour les personnes à mobilité réduite, centrée sur les besoins des voyageurs et la complémentarité entre les modes de transport.

➤ En ce qui concerne le réseau ferré

Un programme de mise en accessibilité du réseau ferré a été approuvé en décembre 2001 par le conseil d'administration du Stif en liaison avec la Région Ile-de-France. Ce programme retient 175 gares SnCF, dont 24 sont d'ores et déjà accessibles et 65 gares RATP réparties sur les 2 lignes de Rer A et B, dont 35 gares sont déjà équipées ; les travaux comprendront également le rehaussement des quais de façon à faciliter le passage du quai au train. Un phasage sur 15 ans représente un investissement annuel de 35 à 55 millions d'euros. Depuis décembre 2001, les financements de 20 gares ont été pris en considération, majoritairement par la Région Ile-de-France. Par ailleurs les travaux commencés en 1999 dans la gare d'Antony sur la ligne B du Rer, ont été achevés à l'été 2002.

D'autre part, pour améliorer le confort des voyageurs franciliens, le Stif et la RIF ont lancé un programme de rénovation du matériel roulant qui s'étendra jusqu'en 2005. Parmi les fonctionnalités requises de ce nouveau matériel, l'accessibilité est une priorité. Les équipements comprendront l'information sonore et visuelle à bord, un dispositif d'accès quai-train et un emplacement dédié au voyageur en fauteuil roulant. Les premières rames rénovées totalement équipées selon ces standards, sortiront vers la fin de l'année 2003.

En outre, une nouvelle expérimentation est menée par la SnCF à la demande du Stif et de la RIF, sur un dispositif pour faciliter l'accès à bord des personnes à mobilité réduite, qui serait solidaire du quai. Les résultats sont attendus vers la fin 2003.

➤ En ce qui concerne les lignes de bus,

- Le nombre de véhicules à plancher bas et/ou palettes est de 2500 à la RATP¹ et d'environ 1000 sur le réseau Optile² (départements de grande couronne).
- Les aménagements d'accessibilité des arrêts³ de 9 lignes de bus, dans Paris ont été décidés, ce qui portera à 22, le nombre total de lignes aménagées dans la capitale. Dans les autres départements, des aménagements ont été financés dans 6 communes de Seine et Marne, 7 communes des Yvelines, 3 communes de l'Essonne, 1 commune de Seine Saint-Denis, une commune et une ligne express du Val d'Oise et sur la voirie départementale de 3 lignes dans les Hauts de Seine. Sur l'ensemble de la région plus de 600 points d'arrêts auront ainsi été financés en 2002.

¹ Sur un parc total de 4400 bus

² 811 au 1/1/2002 + 201 financés par la Région en 2002, sur un parc total de 3800 véhicules au 1/1/2002. A noter que la Région Ile-de-France ne finance plus désormais (décision d'octobre 2001) que des véhicules à plancher bas, agenouillement et palette, climatisés et propres.

³ les informations couvrent la période décembre 2001 à octobre 2002

➤ **En ce qui concerne l'information des voyageurs à mobilité réduite**

Le Stif et la Région Ile-de-France mettent en place une « Agence régionale d'information sur les transports en Ile de France pour les personnes à mobilité réduite ». Ce service a pour mission de diffuser les informations sur l'état d'accessibilité des réseaux de transports en commun et les solutions complémentaires de transports spécialisés, par des moyens de communication adaptés aux personnes handicapées. Un numéro de téléphone et un site internet seront mis à disposition du public. Le service débutera en janvier 2003 et sera peu à peu complété d'une véritable information en temps réel.

V - Transports routiers

➤ **Mise en accessibilité des réseaux bus et tramways**

• Etat des lieux actuels des réseaux bus

Une enquête a été réalisée par l'Utp relative à l'année 2001. Lancés au milieu des années 90, les bus à plancher bas sont désormais devenus un standard. A la fin de l'année 2001, 41 % du parc est à plancher bas. Cette accessibilité a été accentuée par d'autres techniques, comme les palettes, les systèmes d'agenouillement ou les espaces UFR, plus récentes et donc moins présentes dans le parc.

Bien qu'existante dans l'ensemble des réseaux, l'accessibilité semble être proportionnellement croissante avec la taille du réseau.

Taux d'équipement d'accessibilité du parc :

En ce qui concerne les bus à plancher bas, ils sont présents à hauteur de 30 % en classe 3 ; de 33 % en classe 2 et de 42 % en classe 1. Ce taux monte même à 51 % pour la Ratp.

Pour les équipements en palette système d'agenouillement ou espace UFR à hauteur de 2 % en moyenne contre un équipement moyen de 16 % dans les réseaux de classe 1 et de 27 % à la Ratp.

- Réseau bus de la Ratp : depuis 1998, les acquisitions de véhicules neufs portent sur du matériel à plancher bas et équipés de palettes rétractables. Ces véhicules sont déjà affectés sur bon nombre de lignes mais celles ci ne sont déclarées accessibles que lorsque les points d'arrêts ont fait l'objet d'aménagement par les gestionnaires de voirie. 17 lignes parisiennes sont accessibles et fin 2006 l'ensemble des 59 lignes restantes le seront.

Une démarche qualité est lancée sur les lignes accessibles pour mesurer la qualité de l'accessibilité. Les mesures sont effectuées par des personnes en fauteuil roulant préalablement formées.

D'ici début 2003, plus de 1000 bus seront sonorisés (annonces des arrêts). Les annonces visuelles devraient suivre le même processus. Une étude est lancée pour l'utilisation du système SIEL (système visuel d'annonce du prochain bus), déjà installé en de nombreux endroits, sur l'ensemble du réseau.

- Groupe de travail CERTU

Le Certu a mis en place un groupe d'échange sur l'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux réseaux de transports urbains.

Ce groupe a permis, l'année dernière, d'élaborer le guide méthodologique « les bus et leurs points d'arrêt accessibles à tous ». En 2002 ce groupe s'est posé comme objectifs de présenter et discuter des bilans de mises en œuvre des lignes accessibles notamment en soulevant les difficultés de tous ordres dans la mise en œuvre et en progressant sur l'accessibilité concernant les handicaps autres que moteurs handicaps visuels, auditifs ou cognitifs. Ce groupe cherche également à contribuer à orienter la recherche ou les études sur ce domaine et à faire remonter les difficultés rencontrées dans l'application des textes réglementaires et de recommandations techniques. Il permet enfin de diffuser le savoir-faire par des présentations précises des différentes réalisations.

- Mise en service tram

Caen : a mis en service fin octobre 2002, la ligne A, d'un tramway sur pneu. Cette ligne de 15,7 kms dessert 34 stations, la participation de l'Etat a été de 40,8 M€.

Mulhouse : 1ère phase d'une ligne de tramway, sur 11,5 kms, mise en service prévue en 2006 ;

Mulhouse : 2ème et 3ème phase du tramway sur 11, 0 kms, mises en service prévues en 2010 et 2012 ;

Grenoble : 3 ème ligne de tramway (est-ouest), sur 11,5 kms, mise en service prévue en 2006 ;

Nantes : extension de la ligne 2 du tramway sur 2 kms, mise en service prévue en 2007 ;

Clermont-Ferrand : ligne 1 d'un tram sur pneu , sur 14 kms, mise en service prévue en 2006 ;

Lorient : site propre bus, sur 4,5 kms, mise en service prévue en 2007 ;

Montpellier : extension ligne 2 du tramway, sur 15,9 kms, mise en service prévue en 2007 ;

Le Mans : 1ère ligne de tramway, sur 14,3 kms, mise en service prévue en 2007.

➤ Evolution réglementaire et normative

- Traduction de la directive Bus et Cars en droit français.

La directive 2001/85/CE du 20 novembre 2001 s'applique à tous les véhicules de transport en commun de plus de 8 places assises, neufs réceptionnés ou mis en circulation à partir de certaines dates et pas aux véhicules déjà en circulation. Elle traite des règles techniques de conception des véhicules de transport en commun et pas de leurs règles d'exploitation. Elle doit être transposée en droit national pour le 13 août 2003 et s'appliquera pour la réception communautaire des autobus à compter du 13 février 2004 pour tous les nouveaux types d'autobus et à compter du 13 février 2005 pour les autobus neufs bénéficiant d'une réception communautaire mis pour la première fois en circulation. Toutefois, cette directive est d'application optionnelle, aux choix des états membres, pour ce qui concerne la réception nationale des véhicules.

Un travail a été entamé conjointement avec la Dscr, la Dtt et la délégation ministérielle à l'accessibilité afin d'examiner cette traduction en droit français.

- Normalisation des véhicules de moins de 9 places

L'Afnor a fait paraître en janvier 2002 la norme expérimentale XP R 18-804 « Véhicules routiers – Conditions minimales de sécurité des véhicules destinés au transport d'au moins une personne handicapée » : la 1^{ère} partie de cette norme, qui concerne les véhicules de moins de 9 places, spécifie les conditions minimales à respecter pour l'aménagement d'un véhicule permettant le transport de personnes handicapées dans leur fauteuil roulant ; la 2^{ème} partie de cette norme donnera des recommandations relatives à l'accessibilité des voitures particulières pour les passagers à mobilité réduite.

➤ Transports spécialisés

- L'organisation décentralisée des transports spécialisés.

Ainsi qu'il avait été annoncé en 2001, et pour compléter les actions menées sur le réseau de transports en commun, la nouvelle organisation régionale des transports spécialisés va se mettre progressivement en place à partir de l'année 2003. Chaque département va créer un « Centre départemental de réservation et de gestion des transports spécialisé » qui assurera la réservation et les transports proprement dits. Le Stif pilote et coordonne le projet sur l'ensemble de l'Ile de France. Les financements⁴, en augmentation substantielle, seront partagés entre la Région Ile-de-France, le Stif et chacun des Départements.

Toutes ces mesures prises par le Stif et la Région Ile-de-France, devraient permettre aux personnes handicapées, en 2003 « année européenne du handicap », de connaître une amélioration sensible de leurs conditions de déplacements.

VI - Transports ferrés

➤ Réglementation

- Projet de décret sur la sécurité des transports guidés

Un décret sur la sécurité des transports guidés est actuellement en cours d'élaboration à la Direction des transports terrestres (Dtt), projet de texte sur lequel la Dma a été consultée afin de s'assurer, notamment en ce qui concerne la

⁴ hors part de l'utilisateur

sécurité, qu'il n'a pas été omis de faire référence aux mesures particulières prises pour la sécurité des personnes handicapées.

▪ Arrêté sur les infrastructures ferroviaires

La Dma a contribué aux réflexions d'élaboration de l'arrêté sur les infrastructures ferroviaires afin de s'assurer de la bonne prise en compte des exigences de l'accessibilité.

Ce texte s'applique aux systèmes de transport public dont les véhicules sont assujettis à suivre sur tout ou partie de leur parcours une trajectoire déterminée (métros, tramways, remontés mécaniques, systèmes de transport public guidé à vocation uniquement touristique ou historique circulant hors du réseau ferré national, chemins de fer secondaires d'intérêt général et d'intérêt local, les systèmes de transport public guidé situés dans un périmètre de transport non urbain...). Il ne s'applique pas au réseau ferré national à l'exception des systèmes mixtes.

➤ **Sncf**

▪ Cas particulier du tram-train

Les études et projets actuels « tram-train » prennent en compte les différentes règles d'accessibilité, les différents types de handicap sont pris en compte selon les principes suivants.

- l'handicap moteur :

Il est prévu des barres de maintien de chaque côté des entrées et des barres de maintien tridents dans les voitures autant que de besoin.

Un positionnement et un aménagement des espaces pour fauteuils roulants, landaus et poussettes inspirés des prescriptions applicables au autobus urbains (fauteuil roulant dos à la route avec frein enclenché) sera mis en place.

Prévoir chaque fois que possible des quais dédiés « tram-train, donc un accès de plain-pied.

- l'handicap sensoriel :

des messages sonores et visuels annonçant le nom de la prochaine gare à l'approche et éventuellement les perturbations sont prévus.

Pour les quais : mise en place d'un revêtement de sol adapté dans les zones partagées piétons-tram pour signaler que l'on pénètre dans une zone de danger. Un signal visuel clignotant indiquant l'arrivée d'un train et tout danger. Annonces sonores et visuelles sur les quais, de l'état du trafic notamment en cas de perturbation

- l'handicap mental :

Signalétique adaptée à base de symboles clairs sera mis en place.

De manière générale en cas de perturbation de service, des transports spécialisés de substitution pour les personnes handicapées sont à prévoir.

- Accessibilité des gares

Actuellement plus d'une centaine de gares sont totalement accessibles et permettent, grâce à des équipements spécifiques (élevateurs, rampes etc.. ;) l'accès aux trains pour les personnes handicapées

Environ 80 gares, parmi les plus importantes, proposent des équipements et services complets répondant aux besoins de différents types de handicaps.

Ces équipements ont permis de répondre à 320 000 assistances (sur un panel de 400 gares) lors de l'année 2001.

Par ailleurs, en concertation avec les associations locales de personnes handicapées et le conseil régional de la région centre, la région Sncf de Tours a défini un schéma directeur régional de l'accessibilité.

Ce maillage de gares accessibles tient compte des équipements, des infrastructures déjà implantées, de la proximité des établissements pour personnes handicapées et respecte une distance maximale de 50 km environ entre 2 gares accessibles.

D'autres régions ont engagé des réflexions pour la mise en place de ce réseau maillé (Strasbourg, Rouen, Midi-Pyrénées, Lyon...)

- Nouveaux équipements :

L'étude BloVAM (besoins en information et orientation des voyageurs aveugles et mal voyants) s'est terminée au cours du 2^{ème} semestre 2002. Des propositions pour le guidage des personnes aveugles et mal voyantes (balises vocales et bandes de guidage) seront désormais prises en compte lors de la rénovation des gares.

Par ailleurs, la Sncf poursuit la mise en place des équipements spécifiques dans les gares en les dotant, notamment, des guichets aménagés accessibles à tous , de boucles magnétiques pour malentendants, des portes automatiques...

- Les trains

Tous les matériels anciens sont difficilement accessibles, parfois totalement inaccessibles.

Ils vont pour la plupart, être remplacés progressivement ou être profondément rénovés.

Actuellement, les matériels les plus récents mis en service (automoteur Ter, Tgv duplex) proposent déjà des accès plus aisés ainsi que des espaces et toilettes aménagées totalement accessibles aux personnes en fauteuil.

A partir de 2003, sur certaines relations, les trains « corail » rénovés proposeront 4 emplacements pour fauteuil roulant et également des toilettes totalement accessibles.

Des pistes de réflexions sont également engagées sur le réseau banlieue de la région parisienne, des expérimentations sont en cours pour réduire les lacunes horizontales et verticales inhérentes aux différents matériels et hauteurs de quais.

- Les services

Un projet de service « porte à porte » professionnalisé est actuellement à l'étude pour améliorer l'accueil et la prise en charge des personnes handicapées.

De la même manière, est étudiée la mise en place d'un numéro d'appel unique au moyen duquel les personnes handicapées pourront préparer leur voyage. Un accueil en gare pourra être mis en place à leur intention.

Pour compléter ces dispositions, les agents d'accueil reçoivent une formation spécifique pour la prise en charge des personnes handicapées.

Des cassettes vidéo ont par ailleurs été réalisées (une sensibilisation complétée par un film reprenant les gestes utiles). Elles permettent également un suivi de la formation dispensé dans les gares .

Dès 2003, un site internet « Voyageurs handicapés » sera disponible pour l'aide et l'information des voyageurs handicapés.

➤ **Réseaux métros et Rer**

- Les 65 gares Rer / Ratp seront en accessibilité totale à l'horizon 2008. A l'heure actuelle seule 20 de ces 65 gares ne sont pas accessibles.

- En ce qui concerne le métro parisien, la décision a été prise de doter le futur matériel (MF 2000) d'un système identique à celui du Rer, destiné à combler la lacune horizontale quai-train.

Quant à la lacune verticale, elle sera réduite par abaissement des voies (ou surélévation des quais) au fur et à mesure de l'introduction de ce futur matériel – en commençant par la ligne n° 2 (Nation – Porte-Dauphine)

- Trottoir roulant rapide de Montparnasse –Bienvenue

Un trottoir roulant à grande vitesse a été développé par la société française CNIM ; Cette société a sollicité l'aide de la Ratp pour la définition des critères de confort et pour l'expérimentation en vraie grandeur.

La Ratp a proposé le couloir correspondance de la station Montparnasse qui est équipé de trois trottoirs roulants. Le trottoir rapide est installé en lieu et place du trottoir central. Il sera donc possible de maintenir un trottoir à vitesse normale dans chaque sens et d'offrir le service « grande vitesse » aux personnes qui le souhaitent

Ce nouveau système de transport permettra aux 110 000 voyageurs quotidiens de traverser ce couloir long de 185 m à la vitesse de 12 km/heure avec un gain de temps de 1 minute 30 secondes .

Il convient de tester les conditions d'utilisation de ce nouveau matériel par des personnes à mobilité réduite afin que soit assurée la sécurité de tous les utilisateurs.

- Marquage des premières et dernières marches des escaliers fixes

La première et la dernière marche des escaliers seront marquées d'une couleur contrastée afin de permettre un meilleur repérage aux déficients visuels.

- Dispositif d'annonce sonore sur les quais – métro

Un prototype d'annonce sonore de la destination des trains, à l'attention notamment des personnes non-voyantes, a été installé à la station la Fourche, sur le quai Saint-Denis – Asnières-Genevilliers. Il s'agit d'un dispositif diffusant dans la zone du panneau SIEL⁵ de milieu de quai, par des hauts parleurs indépendants de la sonorisation de la station, des annonces sonores.

L'installation d'un dispositif d'annonce sonore de la destination des trains est prévu sur les stations importantes de la ligne 7, en même temps que le déploiement du système SIEL, en 2003. Le système SIEL de la ligne 13 sera ensuite complété également par un tel dispositif dans quelques stations.

▪ Métros de province

- Val de Rennes : mise en service mars 2002 d'un métro automatique sans conducteur, d'une longueur de 9,4 kms, desservant 15 stations. Participation Etat 63,57 M€

- Marseille : prolongement de la ligne 1 du métro sur 2,5 kms. Mise en service prévue en 2007 ;

Ces nouvelles lignes seront naturellement accessibles à tous.

VII -Transports aériens

➤ **Air France**

✓ Bilan du nouveau service saphir

Il est à noter que le coût pour Air-France de l'assistance offerte à titre gracieux aux passagers handicapés a été en 2002 de 9MF pour Orly et de 14MF pour Roissy.

Saphir, service d'assistance au voyage des personnes handicapées créé en 2001 par Air France, est désormais bien connu des associations représentant les personnes handicapées et représente un progrès important pour celles-ci, en particulier lorsqu'elles voyagent fréquemment.

✓ Révision du manuel d'exploitation

Air France a par ailleurs entrepris de réviser son manuel d'exploitation à l'usage de ses personnels commerciaux, afin de mieux prendre en compte les besoins des personnes handicapées.

✓ Formation des personnels

- Un programme de formation à l'accessibilité à destination des personnels navigants commerciaux (Pnc) est mis en œuvre depuis le 14 novembre 2002 et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de janvier 2003.

⁵ SIEL : système d'information visuel dynamique des voyageurs indiquant, en temps réel la destination et l'heure de départ des prochains trains

Durant cette période 340 cadres Pnc suivront une formation d'une journée et pourront en grandeur réelle, sur maquette, tester les différentes situations pouvant se présenter.

Ces 340 Pnc seront ensuite chargés de démultiplier cette formation auprès de l'ensemble des Pnc (14 000 personnes sont concernées).

- La réalisation d'une vidéo de formation à destination des agents en aéroport ainsi que des personnels des compagnies d'assistance est en cours d'élaboration. Cette vidéo pourra, sur demande, être mise à disposition des associations ou être visionnée par des personnes à mobilité réduite.

✓ Organisation de voyages pour des groupes de personnes handicapées

A titre illustratif, l'exemple des mesures spécifiques mises en place pour le voyage de 60 personnes malentendantes de Paris à Washington est intéressant.

➤ ***Pilotage par des personnes handicapées***

L'action menée par l'association Castel-Mauboussin pour ouvrir à certaines catégories de personnes handicapées motrices l'examen de pilote professionnel et leur permettre d'exercer, avec des conditions particulières à étudier, la profession de pilote, s'est poursuivie durant l'année 2002 et a abouti à une proposition de collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours (Sdis) du Lot. Du 8 au 29 juillet 2002, le Sfis du Lot a intégré, à titre expérimental, des pilotes handicapés dans le cadre du guet aérien préventif contre les feux de forêt.

Les aspects juridiques de cette question pourraient faire l'objet d'une recherche a confié par exemple à un doctorant. Le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) s'intéresse à cette démarche et la direction générale de l'aviation civile (Dgac) a organisé une réunion avec des représentants des pilotes handicapés en février 2002.

La Dgac rappelle qu'en matière de pilotage depuis 1976, trois circulaires, du 30 avril 1976, du 15 janvier 1981 et du 3 juin 1985 ont fixé les dispositions formalisant le cadre technique général pour permettre au Conseil médical de l'aéronautique civil d'accorder des dérogations relatives à l'aptitude physique au pilotage des personnes présentant un handicap moteur des membres inférieurs. Ces textes visaient seulement l'exercice des fonctions de pilotage, à titre privé, sur avion. Les privilèges initialement limités au vol seul à bord ont évolué avec les textes successifs pour permettre l'emport de passagers. Une cinquantaine de navigants non professionnels paraplégiques ont pu bénéficier de ce dispositif.

Après plusieurs tables rondes organisées ces derniers mois avec l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels de ce secteur, le Sfact a élaboré un projet d'arrêté pour ouvrir de nouvelles possibilités, toujours dans le cadre d'activités privées. Ce texte prévoit ainsi :

- la prise en compte d'autres catégories d'aéronefs que les avions : planeurs, hélicoptères, ballons libres,
- l'accès à de nouvelles qualifications : remorquage de planeurs, vol de nuits, vol en montagne, voltige,
- la possibilité de prendre en compte plus finement un appareillage spécifique d'un aéronef pour permettre la pratique d'une activité donnée, compte tenu d'un handicap particulier.

L'arrêté organise également les conditions particulières de formation applicables aux personnels handicapés. Le texte de ce projet figure en annexe. Le Sfact souhaite pouvoir le publier avant la fin de l'année.

La fédération nationale aéronautique, l'Aéroclub de France, qui comporte une commission « pilotes handicapés » ainsi que les associations de pilotes concernées par ces sujets ont été consultées et associées au projet.

L'accès aux fonctions d'instruction et aux fonctions de pilotage à titre professionnel a également été étudié à l'occasion de ces travaux. L'ouverture à ces activités soulèverait d'importants problèmes techniques, juridiques et sociaux (régime des personnels navigants professionnels). Il n'a donc pas été jugé opportun de le permettre à l'occasion de la publication de ces textes.

Enfin, face à la demande qui a été exprimée de disposer d'équipements standardisés permettant le pilotage par des pilotes handicapés des membres inférieurs, pouvant s'adapter facilement sur n'importe quelle machine, la direction générale de l'aviation civile, en charge de la certification des aéronefs et des équipements, s'est engagée à traiter dans les meilleurs conditions possibles les dossiers de certification qui seraient présentés en matière d'équipements et d'appareillages standardisés. Ceci suppose toutefois que des industriels s'investissent dans ce domaine.

➤ **Réflexions menées par Aéroports de Paris (Adp)**

Aéroports de Paris a poursuivi l'action entreprise pour améliorer l'accessibilité de ses aéroports et a élaboré un plan d'actions pour la période 2002-2003 portant à la fois sur l'assistance des personnes à mobilité réduite (par exemple homogénéisation de la chaîne des services aux personnes à mobilité réduite dans tous les terminaux), l'accessibilité, la communication (signalétique) et la formation des personnels. Cette réflexion se poursuit au sein d'un comité de consultation en concertation avec les associations de personnes handicapées.

Les principales questions abordées ont été :

- Ouverture d'un cheminement Pmr test à CDG2 C, dont le bilan des 6 mois de mise en exploitation est en cours ,
- Réalisation d'un point de dépose Pmr sur l'esplanade d'Orly sud,
- Lancement de formations/sensibilisation à la problématique Pmr auprès des personnels d'exploitation Adp au contact du public,
- Lancement de la réflexion sur la refonte nécessaire des guides d'Orly et Roissy CDG pour les Pmr, mise en forme de l'information pour diffusion sur le site web d'Aéroports de Paris à l'horizon fin 1er trimestre 2003,
- Finalisation d'un projet de transport adapté depuis et vers les aéroports de Paris, action menée avec le GIHP-IdF pour une première période test de 6 mois renouvelable 1 fois.(lancement du service prévu courant novembre 2002),
- Dans le cadre des comités de pôle aéroportuaire, création d'un atelier Pmr chargé de définir une matrice des recommandations pour chacun des 4 grands handicaps et pour chaque phase du voyage de/vers l'aéroport avec hiérarchisation des priorités et chargé d'élaborer une charte Accessibilité Pmr intégrée dans le projet de système automatique de transport (Sat) dont la mise en exploitation est prévue en 2005,

- la mise à disposition des prestataires d'assistance Pmr de chaises roulantes "a-magnétiques" à titre de test jusqu'à la fin 2002, pour évaluation en exploitation et répondre à l'arrêté du 10/10/2000.
- Contacts réguliers et fréquents avec les différents partenaires.

➤ **Information sur l'accessibilité des aéroports**

En octobre 2002 a été édité par Aéroguide Editions à 5000 exemplaires le guide des aéroports français. Ce guide s'adresse à tous les passagers : personnes à mobilité réduite, personnes enceintes, bébés, enfants voyageant seuls, passagers novices.

Il s'agit d'un guide pratique permettant d'organiser son voyage depuis la réservation jusqu'à l'aéroport d'arrivée reprenant pour chacun des 130 aéroports commerciaux français (y compris les Dom-Tom) l'ensemble de ses caractéristiques concernant les accès, les parkings, l'aérogare, les compagnies aériennes, les destinations et les numéros utiles.

Ce guide très dense et fouillé sera particulièrement utile aux agences de voyage et professionnels du tourisme.

La Dgac a apporté un soutien financier à un guide mis au point par M. Laurent Notarianni, qui recense pour l'ensemble des aéroports français les moyens d'accès, les parkings, les services et les compagnies aériennes. Ce guide est plus particulièrement orienté vers services offerts aux personnes handicapées, et sera très utile aux associations les représentant, ainsi qu'aux agences de voyages et aux agences commerciales des compagnies aériennes, pour conseiller les personnes handicapées lors de l'élaboration de leur voyage.

VIII - Transports maritimes et fluviaux, ports et littoral

➤ **Projet de décret fixant le régime de concessions de plages**

Il est tout à fait essentiel que les personnes à mobilité réduite puisse accéder, comme l'ensemble des citoyens, au littoral. Des plages adaptées aux besoins des personnes handicapées voient d'ailleurs le jour depuis quelques années.

Dans cet optique le projet de décret fixant le régime de concessions de plages propose d'inclure un alinéa indiquant que l'aménagement des voies d'accès et des cheminements devra être réalisée de façon à assurer l'accessibilité aux personnes handicapées de la plage et de ses équipements.

IX - Actions internationales

➤ **Conférence internationale des ministres des transports (Cemt)**

Constitué en février 1985, le Groupe de travail sur l'accès et l'inclusion a joué un rôle important en mobilisant les gouvernements et des experts des pays Membres et Associés de la Cemt pour échanger des idées sur le transport des personnes à mobilité réduite et le vieillissement de la population. Ce Groupe a produit de nombreux rapports et des recommandations sur les mesures à mettre en oeuvre pour

instaurer des conditions de déplacement sans obstacle, parmi lesquels une Charte sur l'accès aux services et infrastructures de transport et un Guide de bonnes pratiques pour l'amélioration des transports pour les personnes à mobilité réduite. Les Ministres ont manifesté leur appui politique à ce sujet par l'adoption de plusieurs Résolutions.

Lors de leur Conseil à Lisbonne en mai 2001, les Ministres des transports ont adopté une résolution d'ensemble sur les transports accessibles et ont approuvé les Conclusions et Recommandations sur la politique des transports et le vieillissement de la population.

En 2002 les travaux du Groupe ont porté sur les points suivants :

- La préparation d'orientations, destinées aux Ministres, sur l'évaluation de l'impact potentiel des politiques de transport et d'aménagement du territoire sur la sécurité et l'accessibilité, spécialement pour les personnes âgées (audits de sécurité et d'accessibilité)
- Le développement de lignes directrices pour la mise en oeuvre, au niveau national, de politiques promouvant l'accessibilité et la sécurité, comprenant :
 - l'aménagement du territoire pour fournir un cadre de vie de proximité ;
 - les infrastructures, y compris la signalisation, l'éclairage, la conception des intersections ;
 - les transports publics, incluant les changements de modes, l'information et la sécurité individuelle ;
 - les aspects économiques, y compris la fourniture de services ayant un bon rapport coût-efficacité ;
 - une évaluation effective de la capacité des conducteurs et de programmes de formation.
- Une Task Force conjointe Cemt-Uitp a été créé en 2001 pour étudier comment des partenariats entre les opérateurs et les autorités peuvent aider à améliorer l'accessibilité des transports publics. Les travaux seront menés tout au long de l'année 2002.
 - Par ailleurs le groupe a poursuivi ou entrepris des travaux concernant :
 - Le transport et le vieillissement de la population :
Chacun sait que les populations de la plupart des pays sont vieillissantes, ce qui n'est pas sans conséquence pour les travaux du Groupe, si l'on considère que de nombreuses personnes âgées éprouvent des difficultés au cours de leurs déplacements et que bon nombre des personnes à mobilité réduite sont des personnes âgées.
 - L'Ocde a également publié en 2001 un rapport intitulé : Vieillesse et transports : concilier mobilité et sécurité
 - L'accès aux taxis
 - L'accessibilité des taxis s'est améliorée de façon très inégale dans les différents pays Membres de la Cemt. La mise en oeuvre des recommandations et des résolutions de la Cemt a progressé lentement.

Afin de mieux cerner les potentialités et les contraintes du marché des taxis,

la Cemt et l'IRU ont mis en place une Task Force sur les taxis, chargée d'en étudier les différents aspects. Une étude des conséquences économiques et autres de l'amélioration de l'accessibilité des taxis pour les personnes à mobilité réduite a été réalisée. Le rapport a été publié en 2001.

- Les facilités réciproques de stationnement

La Résolution 97/4 fournit un certain nombre de recommandations relatives aux facilités réciproques de stationnement pour les personnes à mobilité réduite dans les pays Membres et Associés de la Cemt. Il est important, cependant, de s'assurer de l'application des accords de réciprocité entre pays Membres. L'UE, de même que le Groupe examinent la possibilité pour tous les pays Membres de la Cemt d'utiliser un badge bleu similaire. Le Groupe recense actuellement tous les types de cartes utilisées pour qu'elles soient reconnues et acceptées.

- La législation pour améliorer les moyens d'accès

Jusqu'à récemment, et en particulier en Europe, des progrès ont été principalement effectués par le bien de moyens non-législatifs. La réalisation de cet objectif est de plus en plus appuyée par des mesures législatives, notamment par des lois d'application générale sur les droits des personnes ou la non-discrimination et/ou des règlements spécifiques concernant l'accès aux transport.

Le Groupe de travail a fait le point sur la situation actuelle dans ce domaine et a relevé les enseignements qu'il serait possible de tirer des diverses expériences. Le rapport Cemt/CS/TPH(2000)7/REV1 présente les dispositions législatives mises en oeuvre dans les différents pays.

- Les mesures consultatives pour les personnes à mobilité réduite

Il est fondamental de faire participer les personnes à mobilité réduite à la planification et au fonctionnement des systèmes de transport accessibles. Il s'est avéré efficace de recourir à une concertation avec les personnes à mobilité réduite pour obtenir des améliorations de l'accessibilité à l'échelon national.

Le rapport Cemt/CS/TPH(2000)8/REV1 présente les mesures consultatives dans les pays Membres et Associés de la Cemt.

- Les tarifs concessionnaires

Le Groupe rassemble actuellement l'information relative aux concessions tarifaires accordées aux personnes à mobilité réduite lorsqu'elles utilisent les transports publics ou aériens. Un rapport Cemt/CS/TPH(2000)9/REV1 est disponible.

- Les signalisations tactiles et auditives

Le Groupe a réalisé une étude portant sur les considérations intéressant l'action des pouvoirs publics en matière de signalisations tactiles et auditives. L'étude a été transmise à l'ISO pour finaliser son travail dans ces domaines afin de faciliter l'harmonisation des aménagements pour les personnes aveugles ou partiellement non-voyantes. Le rapport Cemt/CS/TPH(2000)10/FINAL est disponible.

➤ **CEAC**

En 2002, la conférence européenne de l'aviation civile (Ceac), qui rassemble 38 Etats, a réuni deux fois dans le cadre du groupe de travail " facilitation du transport aérien " le sous-groupe traitant de l'accessibilité du transport aérien aux personnes à mobilité réduite. Une des propositions du sous-groupe est de demander que la commission européenne prévoie dans son projet de directive sur les droits des passagers aériens des dispositions spécifiques relatives aux droits des personnes à mobilité réduite, et qu'elle légifère notamment sur les points suivants :

- une compagnie ne devrait pas pouvoir refuser de transporter une personne à mobilité réduite sans raison valable (cette disposition vise plus particulièrement les compagnies "à bas coût" qui peuvent à l'heure actuelle refuser de transporter des personnes handicapées) ;
- le coût du transport des personnes handicapées devrait être répercuté sur l'ensemble des passagers utilisant un aéroport et ne devrait en aucun cas être exclusivement à la charge des passagers à mobilité réduite ;
- la Ceac définira des standards minimaux en ce qui concerne le transport des personnes à mobilité réduite dans un code de bonne conduite. La directive devrait reprendre ces standards de manière à ce qu'ils soient réellement appliqués, en prévoyant par exemple que les aéroports puissent sélectionner leurs prestataires de service en fonction de leurs capacités à appliquer ces standards.

Le sous-groupe de la Ceac a par ailleurs noué des contacts fructueux avec Airbus, qui réfléchit sur la meilleure manière de prendre en compte les recommandations techniques de la Ceac et de l'Oaci en matière de transport des personnes à mobilité réduite lors de la construction de l'Airbus A 380.

Dans le contexte plus générale de l'amélioration des droits des passagers aériens au niveau européen, l'ensemble de l'industrie du transport aérien – compagnies aériennes et aéroports – a signé, le 10 mai 2001, à Lisbonne, sous l'égide de la Conférence européenne de l'aviation civile et de la commission européenne, un engagement à l'égard des services rendus aux passagers.

Un des volets importants de cet engagement, qui a fait l'objet d'un protocole spécial, concerne les personnes à mobilité réduite. Il comporte notamment des postulats sur l'information à offrir aux personnes à mobilité réduite, la formation des personnels amené à être en contact avec elles, les contrôles de sûreté, la mise à disposition d'infrastructures spécifiques. Il affirme enfin clairement le principe que les coûts engagés pour répondre aux besoins des personnes à mobilité réduite ne doivent pas leur être directement imputés.

En France les cinquante aéroports les plus importants ont signé cet engagement qui devrait les amener à améliorer encore davantage leur accessibilité.

➤ **Union Européenne**

- Année européenne des personnes handicapées

Dans ce cadre de l'année européenne des personnes handicapées qui se tiendra en 2003, la Commission organisera un périple en bus, appelé « Montez à bord », qui sillonnera, à partir de janvier, les Etats de l'Union, avec à son bord

des enfants handicapés et leur famille. Ce périple sera l'occasion de nombreuses autres manifestations.

- COST 349 sur l'accessibilité des autocars

Les COST sont des actions de recherche concertées entre les pays européens et associés qui ont pour but de favoriser la coordination et les échanges entre pays afin de définir un document pré-normatif en utilisant la mise en commun et l'analyse des meilleures expériences réalisées dans les pays européens.

Le COST 349 «Autocars interurbains accessibles » a pour objectifs d'une part, de développer un concept fournissant un guide de construction et de design des cars et bus interurbains en respectant les besoins des personnes à mobilité réduite et d'autre part d'aider les opérateurs et les autorités lors de développement de systèmes de transports accessibles et de haute qualité.

Le groupe de travail traitera des questions suivantes : les perspectives socio-économiques, l'information voyageur, les infrastructures des terminus et des points d'arrêt, l'accès aux véhicules et leurs aménagements et la formation du personnel

- Etude sur l'accessibilité des transports urbains

La Commission européenne a lancé une vaste étude sur l'accessibilité des moyens de transport urbain aux personnes à mobilité réduite, au moyen d'un questionnaire adressé aux ministères nationaux de la santé publique, des affaires sociales, de l'intérieur et des transports.

A Bruxelles le 16 juillet 2002, M. Jürgen Senst de l'entreprise de transports berlinoise (BVG) – sélectionnée par la commission européenne (DG-TREN) pour effectuer cette enquête - a présenté les résultats intermédiaires de l'étude sur « l'accessibilité des transports urbains pour les personnes à mobilité réduite » (TREN/D4/26-2001).

Le document « Accessibility to urban transport for people with reduced mobility - Presentation of the Interim Results – Brussels, 16th July 2002 », rédigé en anglais, incluant les résultats obtenus à partir des aperçus des villes sélectionnées, a été adressé aux différentes instances des 15 Etats membres ayant participé à cette étude.

Les questions étaient axées autour de quatre thèmes principaux :

- Les habitants

Avec une estimation du nombre total d'habitants de 1999 à 2000 et une projection jusqu'en 2010.

- Les mêmes estimations étaient demandées pour le nombre de personnes handicapées vivant officiellement sur le territoire. Parmi les personnes handicapées, il était demandé de faire une distinction en fonction de la nature du handicap : personnes ayant une diminution prononcée de l'aptitude à la marche, une gêne visuelle, une insuffisance de la capacité auditive, ou une mobilité réduite.

- La législation

Avec des questions portant sur les critères de définition de l'accessibilité et de la mobilité.

Le questionnaire concernait également les éléments du dispositif réglementaire pour favoriser l'accès et l'utilisation des transports publics par les personnes handicapées.

- L'offre de services de transport urbain

Il était demandé de citer les 12 villes dont le système de transport urbain apparaissait particulièrement bien développé, ainsi que de mentionner des projets en cours ou achevés de recherche pour le transport urbain accessible aux personnes handicapées.

Se fondant sur le palmarès de la Vie du Rail pour 2001, la Dma a notamment mentionné Lille, Strasbourg et Nantes. Par ailleurs elle a fait état de l'expérimentation BIOVAM pour les voyageurs aveugles ou malvoyants, conduites dans les gares de Lyon Perrache et d'Auber. Elle a également évoqué l'expérimentation, menée par la SnCF en Ile-de-France, d'une palette comble-lacune pour faciliter l'accès aux trains.

CADRE BATI

I- Actions menées par le Ministère

➤ *Evolution du cadre réglementaire*

- Projet de modification des textes réglementant l'accessibilité des logements et des établissements recevant du public

Après plusieurs années d'application, les règles d'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des établissements recevant du public nécessitent d'être modifiées et complétées. En effet, les diverses études d'évaluation de ces règles, ainsi que les problèmes recensés par nos services déconcentrés, montrent que le dispositif réglementaire est aujourd'hui inadapté sur certains points, même si les principes qui le sous-tendent ne sont pas remis en question (intégration des personnes handicapées, accessibilité et adaptabilité des logements, application systématique des règles dans les bâtiments neufs et adaptation progressive des établissements recevant du public existants).

Les propositions (projets de décret et d'arrêté) élaborées par la Dguhc concernent essentiellement le domaine du logement et consistent à :

- améliorer les règles d'accessibilité pour les personnes déficientes auditives et visuelles (ascenseur, possibilité d'installation d'un dispositif d'appel depuis le logement), les règles d'adaptation des logements adaptables et la disponibilité des places de stationnement,
- refondre les textes pour en faciliter la compréhension,
- adapter les règles applicables aux résidences étudiantes et aux résidences sociales (modification des possibilités de dérogation dans ces résidences pour lesquelles un quota de logements adaptés peut être préférable à la totalité de logements adaptables),

En ce qui concerne les établissements recevant du public, les propositions consistent elles aussi à améliorer la prise en compte des besoins des personnes déficientes auditives et visuelles, mais elles visent essentiellement à refondre les textes pour une meilleure lisibilité.

Une consultation des professionnels, des associations et des administrations a d'ores et déjà eu lieu sur ces projets fin 2000. Une nouvelle consultation du ministère chargé des affaires sociales est en cours.

Ces projets de modification réglementaire viendront alimenter le travail des groupes interministériels en cours de mise en place sur ces questions (Cf. § travail interministériel) et pourront constituer des mesures transitoires en attendant l'aboutissement des réflexions sur une refonte plus importante de la réglementation.

Ces projets ont été soumis au Coliac pour avis. Des observations et des propositions nouvelles ont donc été remises à la secrétaire d'Etat au logement en décembre 2001. Ces éléments, qui vont au-delà des modifications élaborées par la Dguhc et dont l'impact nécessite d'être évalué, nourriront la réflexion globale en cours de mise en place entre la Dguhc et la Dgas.

- Plan habitat-construction et développement durable

Le secteur économique de la construction et de l'habitat est directement concerné par les enjeux du développement durable. Il s'agit à la fois de veiller à l'impact des constructions sur l'environnement, et de procurer à chacun le mieux-vivre qu'apporte un logement bien conçu. La mobilisation des entreprises sur des techniques, des savoir-faire et des produits concourant à ces objectifs renforcera leur compétitivité.

Le Gouvernement a engagé un plan habitat-construction et développement durable, qui, au delà des politiques sectorielles ambitieuses, vise à faire émerger une véritable culture partagée du développement durable dans la construction.

Parmi les orientations de ce plan, l'accessibilité du logement aux personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie constitue une priorité. Pour le parc des logements privés, les aides financières gérées par l'Anah ont été récemment élargies et précisées pour l'installation d'ascenseurs. Dans le parc social, un accord sera passé avec les bailleurs pour qu'ils réalisent en priorité, à la demande des locataires qui le nécessitent, l'aménagement de leur logement, ou qu'ils leur proposent un logement adapté. Après concertation avec les professionnels de la construction, les textes seront éventuellement complétés par l'obligation pour le maître d'œuvre d'explicitier, dès le permis de construire, les conditions dans lesquelles l'installation éventuelle d'un ascenseur peut se réaliser.

- Refonte du règlement de construction

Le plan habitat-construction et développement durable, en posant le principe de l'intégration des principes du développement durable dans le règlement de construction, prévoit une refonte complète du dispositif réglementaire afin d'offrir aux agents économiques un ensemble de règles cohérent, accessible et performant conformément aux objectifs de la réforme de l'Etat. L'accessibilité aux personnes handicapées fait partie des exigences de qualité technique du règlement de construction et sera donc concernée par cette refonte.

- Projet de décret sur les espaces remarquables

De la même manière, le projet de décret sur les espaces remarquables, actuellement en cours d'élaboration, doit intégrer des dispositions prévoyant, lorsque des aménagements légers sont effectués en vue de permettre l'ouverture au public, des dispositions pour l'accès des personnes handicapées.

- Taxe foncière sur les propriétés bâties

La loi du 21 décembre 2001 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux prévoit la déductibilité de la taxe foncière des dépenses engagées par les organismes d'HLM pour l'accessibilité et l'adaptation des logements aux personnes handicapées.

L'instruction fiscale commentant cette disposition est parue le 15 octobre 2002.

Sa préparation a fait l'objet d'une longue concertation et les propositions qu'elle apporte sont de nature à créer une véritable incitation à l'adaptation des logements sociaux aux situations des personnes handicapées.

Elle prévoit en particulier :

- l'application aux logements foyers ;
- l'imputation du solde de dépenses déductibles sur la Tfpb mise à la charge d'un même organisme au titre d'immeubles imposés dans la même commune ou relevant du même centre des impôts foncier.

➤ **Clubs accessibilité des Cete**

a) Animation du réseau

Les services déconcentrés du ministère ont un rôle important dans le contrôle du respect de la réglementation, tant pour les bâtiments d'habitation (recevabilité des dossiers de financement et d'adaptation des logements, contrôle du règlement de construction) que pour les ERP (commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (Ccdsa) : avis préalables au permis de construire, à l'autorisation de travaux ou à l'ouverture, contrôle du règlement de construction). Les clubs accessibilité sont un outil pour permettre aux agents des services déconcentrés de remplir leur mission dans ce sens. Généralisés et organisés depuis 1999 par la Dguhc ces clubs accessibilité réunissent les agents chargés de l'instruction des dossiers. Ils sont pilotés par la Dguhc, animés par les Cete et répondent à un double objectif :

- permettre aux agents motivés par le sujet d'échanger sur leurs pratiques, leurs expériences et les difficultés rencontrées. C'est ainsi l'occasion d'apporter quand cela est possible des réponses au sein du club. Cela permet également une remontée des questions non résolues.
- offrir un espace d'intervention à des personnes extérieures (architectes, associations, urbanistes...) sur un sujet défini préalablement par les membres, afin de recueillir les expériences d'autres acteurs concernés par l'accessibilité et tirer profit des démarches innovantes.

Ces sept clubs se réunissent en moyenne 2 fois par an sous forme plénière avec pour certains des plus techniques. La Dguhc rassemble les pilotes de ces clubs environ 5 fois par an et 100 k€ sont réservés chaque année par la Dguhc pour l'animation de l'ensemble de ces clubs.

L'année 2002 a été l'occasion pour les clubs de s'ouvrir plus vers l'extérieur et d'aborder la problématique « voirie » de l'accessibilité. Parmi les intervenants extérieurs, on peut noter : des délégués régionaux au tourisme (notamment au sujet du label tourisme et handicap), des fabricants de produits adaptés, des ergothérapeutes, des intervenants des Dre, du Certu ou de collectivités locales présentant une démarche particulière.

L'extension de l'activité d'échange des clubs sera poursuivie en 2003, notamment sur le domaine de la voirie. La participation du bureau des politiques sociales de la Dguhc à certains clubs permettra d'investir de manière plus importante la question du financement et le rôle que peuvent jouer les Dde dans les dispositifs tels que les Clic (centres locaux d'information et de coordination gérontologiques) et les Sva (sites pour la vie autonome) en cours de généralisation.

b) Actions à destination du réseau

Différentes actions sont menées par la Dguhc à destination des membres des clubs « accessibilité » pour leur fournir des outils efficaces et les accompagner dans leurs missions. Ces actions pourront éventuellement être étendue à d'autres destinataires.

- annuaire et « qui fait quoi »

L'actualisation de l'annuaire des membres des clubs accessibilité des Dde de 1998 est nécessaire. Cette demande s'inscrit dans la démarche plus large de création d'un outil de type intranet pour les clubs (cf. ci-après). Ce document devrait comporter un « qui fait quoi » de l'accessibilité au niveau central afin de clarifier pour les services déconcentrés les compétences et champs d'intervention de chacun. Une dynamique de projet réunissant tous les bureaux concernés se mettant actuellement en place à la Dguhc sur le sujet des personnes en situation de handicap, les différents correspondants de la direction sur le sujet y seront identifiés.

- Recueil de questions/réponses sur la réglementation

La valorisation des travaux d'interprétation des textes par les clubs ou des positions prises par la Dguhc sur le sujet étant souhaitable, un recueil est en cours d'élaboration pour être mis à disposition de l'ensemble des personnes en charge de l'accessibilité en Dde et s'intégrer ensuite dans un outil de type intranet (cf. ci-après). Les travaux menés au sein de certains clubs ou par la Dguhc seront intégrés à ce recueil.

Le guide réalisé par le Cete Ouest concernant les établissements de tourisme, validé par la direction du tourisme, sera ainsi intégré au recueil.

Une instance légère, regroupant des Dde et des Cete, chargée de l'interprétation de la réglementation du cadre bâti sera mise en place par la Dguhc afin d'alimenter régulièrement ce recueil en questions nouvelles. L'objectif est de parvenir à élaborer des positions communes et validées dans des délais compatibles avec les contraintes de chacun. L'avis de personnes extérieures au ministère (architecte, professionnels de la construction,...) pourra être sollicité de manière ponctuelle en fonction des sujets traités.

- Guide méthodologique

Le recueil de questions/réponses s'accompagnera d'un guide méthodologique d'analyse des questions d'interprétation de la réglementation, en cours de réalisation, à destination principalement des nouveaux arrivants afin de savoir évaluer le niveau des questions, leurs enjeux et de connaître les outils existants pour apporter de propositions de réponses argumentées et évaluées. Ce document propose donc une méthode d'interprétation des textes réglementaires et met en avant, en apportant de nombreux exemples, les difficultés et les situations à risques qui peuvent être rencontrées dans cet exercice.

- Site intranet

Elaboration d'un outil de type internet/intranet à destination des clubs accessibilité et qui leur soit réservé, pour l'échange au niveau national des informations, des pratiques, des outils. Ce site réservé « équipement » sera lié au site accessibilité grand public du ministère auquel travaille la déléguée ministérielle. Le travail de mise à jour de l'annuaire accessibilité et de recueil des questions/réponses viendront alimenter ce site. L'architecture globale de ce

site a été définie et cette action est en attente de la finalisation des outils qui en constitueront le contenu.

Valise pédagogique : (Cf. § formation)

➤ **Formation information et mise au point d'outils méthodologiques**

- LOQACCE ERP (logiciel pour la qualité de l'accessibilité des établissements recevant du public) :

Ce logiciel de présentation et d'explication par des illustrations (vidéos, animations) des règles d'accessibilité, réalisé par le Cstb à la demande de la Dguhc, est disponible sur CD Rom, et a pour cible principale la maîtrise d'œuvre mais peut également intéresser l'ensemble des professionnels de la construction (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, collectivités locales,...). Il répond à des objectifs multiples : disposer d'un outil de formation et d'auto-formation attractif et d'actualité à l'attention de tous les intervenants dans l'acte de construire, rassembler un ensemble d'informations actuellement éparpillées constituant ainsi un référentiel d'accès facile et rapide pour les utilisateurs et mieux faire comprendre l'objectif qui sous-tend les différentes dispositions techniques et sensibiliser les professionnels à une qualité d'usage particulière. Il répond ainsi à la volonté du gouvernement de rendre plus compréhensible la réglementation afin d'en améliorer le respect.

L'année 2002 a vu la diffusion gratuite de cet outil au sein du ministère. Il a également été présenté lors de salons et manifestations (colloque accessibilité, salon Autonomic, plate-forme multimédia Grenoble,...). Un livret du formateur est en cours de réalisation sur le CD Rom : il reprend les différents messages, les images fortes et les commentaires audio de l'outil et sera intégré, notamment, à la valise pédagogique accessibilité dont la mise à jour est en cours par la Dguhc en liaison avec le Cete Normandie-Centre. LOQACCE a fait l'objet d'un article dans la « lettre de l'accessibilité » de la déléguée ministérielle.

- LOQACCE-CITE

Lors du test de LOQACCE ERP le besoin a été exprimé de disposer d'un outil équivalent sur les domaines de la voirie et des bâtiments d'habitation. LOQACCE-Cité sera un logiciel similaire à LOQACCE ERP regroupant les trois domaines des ERP, des bâtiments d'habitation et de la voirie. Cet outil, qui a les mêmes cibles et les mêmes objectifs que la version ERP, sera intégré à la valise pédagogique (voir formation). Comme le logiciel précédent, ce travail, actuellement en cours, est mené conjointement par le Cete de Lyon, le Service d'Accueil Universitaire pour les élèves Handicapés de Grenoble, le Cstb et piloté par la Dguhc et le Certu.

- « Guide pour l'aménagement de voiries et d'espaces publics accessibles »

A l'issue d'un travail de groupe sur la question, la Dguhc a édité cet outil, conjointement avec le Cete de Lyon et le bureau d'études Amplitude. Il s'agit d'un guide pratique sur le domaine de la voirie et des espaces publics urbains, adapté aux contraintes professionnelles des différents acteurs (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) sous la forme d'un référentiel technique sur les différentes situations de handicap et d'une présentation pédagogique des solutions à apporter. Les services techniques des collectivités territoriales sont la cible principale de cet outil qui donne des principes d'actions, des outils et des prescriptions tout en sensibilisant et en explicitant les choix en fonction des différents usages de la ville.

Edité à 20 000 exemplaires en mai 2002, ce guide a été largement diffusé auprès des services déconcentrés chargés de relayer sa diffusion auprès de leurs partenaires, et notamment les services techniques des collectivités locales. Il est prévu de réaliser une diffusion spécifique de cet ouvrage en direction des concepteurs et des industriels du mobilier urbain. Comme l'ensemble des publications de la Dguhc, le guide est consultable en intégralité sur le site du ministère (rubrique « logement » puis « publications – accessibilité »).

- « Vade-mecum à l'usage des maîtres d'ouvrage et des programmistes » (Coliac)

La Dguhc participe à un groupe de travail piloté par le Coliac regroupant notamment des programmeurs et ayant pour objectif de concevoir un outil de sensibilisation et de méthode à destination des maîtres d'ouvrage et des programmeurs afin d'améliorer la prise en compte de l'accessibilité au moment du programme qui est une étape clé dans la construction d'un bâtiment. Ce document invite l'ensemble des acteurs de l'élaboration d'un programme d'aménagement urbain à donner une nouvelle dimension à l'accessibilité du cadre bâti en déterminant des points de vigilance et des temps de vigilance, en apportant de la méthode et en incitant à rassembler tous les partenaires qui peuvent y contribuer.

- « bilan ORTEC » (Dguhc – Cstb)

Chaque année, les Dde contrôlent le respect des règles de construction sur plus de 350 opérations représentant 8% des logements neufs collectifs et individuels groupés. Les contrôles sont effectués par les Cete sous l'autorité du Dde dans le cadre de l'article L.152-1 du Code de la construction et de l'habitation. Ces contrôles portent notamment sur l'accessibilité. La Dguhc tient un observatoire de la réglementation technique dans la construction (Ortec) qui centralise les résultats des contrôles effectués sur des opérations choisies par tirage aléatoire dans le fichier national des permis de construire.

Des actions en direction des Dre ont été menées sur le sujet par la Dguhc. Les Dre sont notamment invitées à mettre en oeuvre la stratégie locale de promotion de la qualité de la construction avec l'appui des Dde. La déconcentration en 2002 des crédits des contrôles du règlement de construction au niveau régional permettra aux régions de définir des stratégies particulières sur certaines thématiques en accord avec les Cete et les Dde.

- « La qualité réglementaire dans les bâtiments d'habitation neufs » (Cete Lyon - AQC)

Le Cete de Lyon a élaboré, à partir de l'expérience acquise dans le contrôle du règlement de construction, un classeur de fiches mettant en avant les non-conformités récurrentes afin d'aider les intervenants de l'acte de construire à s'assurer que la qualité minimale définie par voie réglementaire est bien présente à la livraison des logements. Ce classeur, édité par l'Agence pour la prévention des désordres et l'amélioration de la qualité de la construction (Aqc), comporte plusieurs fiches sur l'accessibilité des bâtiments d'habitation.

- Valise pédagogique

L'objectif de cette action est de mettre à jour l'outil de formation élaboré au moment de la sortie des nouveaux textes sur les ERP et l'organisation des Ccdsa en 1994 pour en faire, dans le cadre général de la problématique accessibilité, une boîte à outils adaptée aux besoins actuels de formation des servi-

ces et suffisamment modulable pour couvrir différents types de stages, utilisable pour de l'auto-formation, l'animation de journées de sensibilisation et/ou de formations plus techniques sur l'accessibilité. Cette boîte à outils est conçue pour des formateurs du Ministère de l'Équipement, qui animent des sessions de formation abordant l'accessibilité.

Cette action est développée dans le cadre du groupe de travail sur la formation réuni par Mme Bachelier. Elle sera menée en parallèle avec le travail du Certu sur un outil équivalent pour la voirie. Ce travail est également lié à la sortie de LOQACCE qui sera intégré à la valise.

La Dguhc et le Cete Normandie-Centre travaillent à la mise au point de la valise cadre bâti (ERP, Habitat) ainsi que du volet commun de sensibilisation. Ils participeront dans la mesure de leurs moyens, à la coordination d'une valise qui intégrera l'intervention d'autres services du Ministère, mais ne prendront pas en charge la globalité de l'élaboration de la valise.

▪ Formation des agents de l'Etat siégeant en Ccdsa

Afin de répondre à un besoin exprimé par les agents de l'Etat présidant les commissions de sécurité, le ministère de l'intérieur a mis en place un module de formation sur la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (Ccdsa). Deux sessions de cette formation de trois jours ont eu lieu en 2002 auxquelles la Dguhc est intervenu conjointement avec un représentant de Dde pour aborder le sujet de la réglementation accessibilité et des sous-commissions chargé d'en assurer le respect. Ce module de formation s'achève par une table ronde entre les intervenants des différents ministères (environnement, jeunesse et sports, intérieur et équipement) pour traiter des sujets transversaux.

II - Travail interministériel

➤ **Colloque « mieux vivre la cité : accessibilité pour tous »**

La Dguhc a co-piloté, avec la direction générale de l'action sociale (Dgas) du ministère de l'emploi et de la solidarité, l'atelier « habiter-se loger » du colloque « Mieux vivre la cité : accessibilité pour tous » des 19 et 20 février 2002 qui a été l'occasion de rassembler professionnels de la construction, associations et institutionnels autour des thèmes de l'accessibilité et de l'adaptabilité des logements. Ce colloque a été marqué par une forte présence des membres du gouvernement puisque sept ministres étaient présents dont, Marie-Noëlle Lienemann, alors secrétaire d'Etat au logement, qui s'est exprimée lors de la table ronde consacrée à l'habitat, évoquant le plan «habitat, construction et développement durable» et la refonte du règlement de construction.

Le travail interministériel qui s'engage, tel que décrit ci-dessous, est une des suites données à ce colloque.

➤ **Groupes de travail Dguhc - Dgas**

A l'issue du colloque « mieux vivre la cité : l'accessibilité pour tous », la direction générale de l'action sociale (Dgas) et la Dguhc ont souhaité s'associer pour avancer de manière significative dans les réponses à apporter aux personnes en situation de handicap, que celui-ci soit dû à l'âge, à une déficience sensorielle ou physique, et leur permettre de demeurer autonome, dans leur milieu ordinaire de vie.

Deux thèmes nécessitant la mise en place de groupes de travail interministériels ont été envisagés :

- L'adaptation du logement et le logement adapté des personnes en situation de handicap, (personnes âgées et handicapées) :

La réflexion à entreprendre devant porter sur l'offre de services techniques et financiers, la prise en compte des équipements liés au logement, la sensibilisation de l'ensemble des acteurs œuvrant dans ce secteur. Cette réflexion permettra par ailleurs d'apporter des réponses pour accompagner les centres locaux d'information et de coordination gérontologique (Clic) et les sites pour la vie autonome (Sav), dans leur mission relative à l'habitat.

- L'aménagement des réglementations relatives à l'accessibilité du cadre bâti :

Bâtiments d'habitation collectifs et établissements recevant du public.

Il s'agit de reconsidérer la réglementation existante en la matière et son application, pour mieux prendre en compte les différents types de handicaps (physiques, sensoriels et mentaux), ainsi que les spécificités de fonctionnement et des activités des établissements recevant du public, de revoir les dispositions relatives à l'accessibilité des petits établissements, d'actualiser les modalités d'interventions des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité (Ccdsa), de réfléchir à un plan de financement de mise en accessibilité.

Les échanges entre les différents bureaux concernés des deux directions ont permis d'avancer sur le premier thème en proposant les missions et la démarche à envisager pour mettre en place le groupe de travail.

Le travail préalable au deuxième thème sera initié prochainement et prendra en compte le projet de modification réglementaire proposé par la Dguhc comme une mesure transitoire.

➤ **Logements-foyers et réglementation du type J**

Les logements-foyers, établissements conçus à l'origine pour des personnes âgées valides, accueillent des personnes âgées de plus en plus dépendantes. De nombreuses questions se posent sur les problèmes liés à la sécurité incendie et aux possibilités de financement des travaux, mais aussi sur les conséquences des importantes réformes initiées par le ministère de l'emploi et de la solidarité : l'aide personnalisée à l'autonomie (Apa) et la réforme de la tarification en établissements hébergeant les personnes âgées. La mise en œuvre de cette réforme nécessite ainsi une harmonisation des approches et une articulation des responsabilités de nos deux ministères vis à vis du devenir de l'ensemble de ces établissements. C'est dans ce contexte que, par lettre du 12 juillet 2001, la Dguhc et la Dgas ont confié au Conseil Général des Ponts et Chaussées la mission de mettre en place et d'animer un groupe de travail afin d'« évaluer l'adaptation de ce patrimoine à l'évolution de la population hébergée, déterminer les exigences de sécurité et d'accessibilité à fixer et les modes de financement possibles pour permettre la mise à niveau de ce patrimoine ». Les travaux de ce groupe ont donné lieu à un rapport rédigé par Monsieur Grunspan faisant des propositions sur la base d'une série de constats.

Les suites de ce rapport font l'objet d'un groupe de travail interne à la Dguhc qui travaille en collaboration étroite avec la Dgas. Parmi les propositions d'ordre technique, certaines comportent un volet accessibilité : adapter les prescriptions techniques à la réalité et aux besoins des populations accueillies, rassembler les commentaires et recommandations utiles pour l'application du type J (depuis l'inter-

vention de l'arrêté du 19 novembre 2001, un nouveau règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pour personnes âgées recevant du public a été créé), préciser les adaptations des règles de sécurité de type J aux bâtiments existants.

➤ ***Evaluation des Clic et Sva***

Dans le cadre de la convention de partenariat relative à l'habitat des personnes âgées du 21 février 2001, l'Anah, la Dgas, la Dguhc et la caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), se sont engagées à mettre en oeuvre une expertise du volet habitat du soutien à domicile des personnes âgées notamment dans le cadre des centres locaux d'information et de coordination gérontologique (Clic) et des sites pour la vie autonome (Sva). La Dguhc participe donc à cette démarche d'évaluation pilotée par la Dgas. Un cahier des charges a été élaboré conjointement et un prestataire retenu. Le résultat de cette étude viendra également alimenter la réflexion du groupe de travail en cours de mise en place sur le thème de l'adaptation du logement (Cf. ci-dessus).

➤ ***Etude Anah : guide adaptation du logement***

Toujours dans le cadre de cette convention de partenariat "Maintien à domicile des personnes âgées et adaptation de l'Habitat", l'Anah a missionné un bureau d'études pour affiner la doctrine Anah en matière d'habitat adapté et pour rédiger un guide sur le logement adapté à l'intention des instructeurs de l'Anah, l'objectif étant d'aboutir en 2003 sur une charte des financeurs de l'adaptation du logement, sur un dossier unique de subventions, et sur la mise en place de fichiers centralisés type « bourse au logement adapté ».

La Dguhc est partenaire de l'Anah dans l'élaboration de cette étude dont l'objectif est, notamment, de faire réaliser un document pédagogique de synthèse (guide) destiné aux services déconcentrés ainsi qu'aux élus locaux sur la problématique de l'adaptation de l'habitat (adaptation au handicap, adaptation au vieillissement) et ses solutions opérationnelles.

➤ ***Plaquette « Vieillir et bien vivre chez soi » (Dgas - Anah - Dguhc - Cnav)***

Un guide à destination des personnes âgées est en cours d'élaboration par la Dgas, l'Anah et la Dguhc afin de mettre en avant les difficultés rencontrées par ces personnes dans la vie quotidienne et dues à un environnement mal adapté. Cette plaquette de sensibilisation d'une dizaine de pages illustrées de nombreux dessins, propose des pistes solutions simples ne donnant pas forcément lieu à des travaux conséquents.

➤ ***Mise en œuvre de la loi Bachelot-Narquin***

La Dguhc a participé à l'élaboration de l'instruction fiscale du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie commentant les dispositions de la loi n°2001-1247 du 21 décembre 2001 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux personnes en situation de handicap ou aux familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap. Cette loi fixe notamment la déduction des dépenses engagées pour l'accessibilité et l'adaptation des logements de la taxe foncière sur les propriétés bâties versée aux collectivités territoriales par les organismes d'habitation à loyer modéré.

III - Actions de communication

Outre le colloque « Mieux vivre la cité : accessibilité pour tous » cité précédemment, la Dguhc a participé à divers colloques, salons, journées de sensibilisation ou d'information parmi lesquelles :

➤ Colloque COBATY

La Dguhc a participé au colloque organisé par Cobaty dans les locaux de la Fédération française du bâtiment le 19 juin 2002 et ayant pour objet de faire un tour d'horizon de la question de l'accessibilité dans l'habitat, en réunissant un large panel d'acteurs de la construction. Les interventions ont permis de présenter les règles existantes, les actions en cours et des exemples de bonnes pratiques en les confrontant à l'approche européenne du sujet.

➤ Jury du concours Handitec

La Dguhc a présidé le jury du concours à l'innovation Handitec qui s'est tenu dans le cadre du salon Autonomic en juin 2002. Ce concours est ouvert à toute personne physique ou morale, professionnels ou non du design ou de l'architecture, pouvant présenter un projet tourné vers la création ou l'amélioration de tout ce qui, de près ou de loin, vise le mieux-être des personnes âgées, handicapées physiques, déficientes auditives ou visuelles...

D'autres actions sont en préparation :

➤ Colloque « Justice et construction »

L'association « Justice et construction » organise prochainement un colloque sur le thème de l'accessibilité du cadre bâti auquel la Dguhc devrait participer. Cette journée regrouperait des personnes intéressées aux procédures juridiques, techniques et économiques ressortant de la construction (magistrats, entrepreneurs,...).

➤ IVème conférence franco-japonaise dans le domaine de la construction

Comme lors de la troisième édition de cette conférence tenue en 2000, la Dguhc représente le ministère de l'équipement lors de cette rencontre avec le ministre japonais de la construction et l'accessibilité du cadre bâti a été une nouvelle fois inscrite à l'ordre du jour de ces échanges. Le Japon étant très concerné par le problème du vieillissement de la population, il sera intéressant de confronter les démarches et les politiques des deux pays en la matière. Le CD-Rom LOQACCE sera notamment présenté à cette occasion.

IV – Normalisation

➤ Normalisation internationale

Une structure de normalisation pour traiter des différents aspects de l'accessibilité dans l'environnement bâti (bâtiment et urbain) au sein du comité technique international ISO/TC 59 « Construction immobilière » a été créée à la demande de l'Espagne et de l'Uruguay. Le domaine d'application de ce sous-comité technique ISO/TC 59/SC 16 est : « Réalisation de normes et de guides pour la conception, la construction et le management de l'accessibilité et de la facilité d'usage dans les environnements bâtis nouveaux et existants afin de les rendre sans obstacle et de

permettre un usage autonome et sûr. Les thèmes de travail retenus sont : accessibilité et facilité d'utilisation de l'environnement bâti, terminologie et symboles.

Dans le cadre de sa convention avec la Dguhc, l'Afnor assure une veille active sur les travaux normatifs des différents groupes de travail du sous comité technique (création d'une commission miroir française du sous comité technique international, participation active aux réunions du sous comité et fourniture d'une information de synthèse sur les travaux en cours).

➤ **Groupe de travail « Cadre bâti - ERP - logement » du GRS sur la prise en compte des exigences de l'accessibilité dans les normes**

Le groupe de travail « cadre bâti, ERP, logement », mis en place dans le cadre du GRS, a constaté que certaines normes en vigueur dans ce domaine ne s'inscrivaient pas dans la logique du guide ISO 7176. L'étude de l'existant révèle qu'en matière de construction les difficultés résident principalement au niveau de la conception des bâtiments.

Les conclusions du GRS privilégient donc :

- l'intégration de la thématique de l'accessibilité dans la formation des architectes
- la sensibilisation des acteurs de la construction
- la création d'outils de valorisation (à l'instar des procédures de labellisation)
- l'élaboration et la diffusion d'outils de bonnes pratiques, notamment à l'attention des artisans
- une révision du cadre réglementaire (actuellement trop focalisé sur la question du handicap moteur) pour une meilleure prise en compte de certains handicaps comme les déficiences sensorielles ou mentales.

Comme pour la question des fauteuils roulants, il est proposé que la conception des portes, dont la largeur et le poids rendent souvent difficile leur maniabilité par les personnes handicapées, fasse l'objet d'une étude particulière.

Il est à noter que l'élaboration d'un guide méthodologique dans le domaine du bâti pourra s'appuyer, pour une large part, sur les recommandations du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports aux personnes handicapées (Colitrah).

➤ **Projet de norme sur l'habitat des personnes âgées**

La Dma a été consultée par l'Afnor pour donner son avis sur la norme française intitulée NF X 50-058. Celle-ci vise les services offerts par l'ensemble des établissements d'hébergement des personnes âgées, qu'elles soient dépendantes ou non. Elle évoque également les services proposés aux personnes ne résidant pas de manière permanente dans l'établissement : accueil de jour, séjour temporaire.

Cette norme définit le cadre éthique et les principes généraux dans lequel doit se dérouler le service, le projet de vie de l'établissement, le projet de vie personnalisé du résident. Elle spécifie les engagements de service de l'établissement ainsi que les compétences des personnes liées à la qualité de service.

Le projet a été soumis à une enquête probatoire qui s'est close le 5 juillet 2002. Le dépouillement de cette enquête s'est déroulée en septembre et la norme finalisée devrait paraître début 2003.

V - Etudes et réflexions diverses :

➤ **Outil pédagogique : SAUH Grenoble**

Une subvention a été accordée par la Dguhc au service d'accueil universitaire pour handicapés de l'université Pierre Mendès-France à Grenoble pour lui permettre de réaliser un outil pédagogique de sensibilisation aux différentes situations de handicaps et aux contraintes liées aux constructions universitaires et à leurs infrastructures. Destiné aux professionnels de la construction, l'élaboration de cet outil se poursuit en 2002 par l'animation de groupes de travail. Ceux-ci doivent permettre d'apporter une vision du principe d'intégration de la réflexion sur l'accessibilité au travers des différentes phases d'une opération, de rédiger des fiches techniques de liaison avec les entreprises et un document alimenté d'exemples et de contre-exemples.

➤ **Eclairage et Malvoyance : Cnrh**

La Dguhc a apporté un soutien financier au Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicapés (Cnrh) pour la rassembler des éléments quantitatifs et qualitatifs sur les besoins spécifiques en éclairage liés à la malvoyance. Le Cnrh a ainsi réalisé une recherche sur les besoins des personnes déficientes visuelles et les réponses à apporter en matière d'aménagement de l'espace et d'équipements spécifiques. Il convient désormais de valoriser ce travail pour en extraire des éléments de formation ou de sensibilisation sur le sujet.

➤ **Développement durable, habitat, construction**

Le congrès des HLM, en juin 2001, avait pour thème le développement durable. Par ailleurs la secrétaire d'Etat au logement a présenté le 3 janvier 2002 en conseil des ministres un plan national « Habitat – construction -développement durable » dont un des points forts était l'adaptabilité aux besoins des personnes âgées et/ou handicapées.

Ces actions convergentes montrent bien que l'accessibilité est une composante du développement durable et donc que les professionnels du cadre bâti doivent intégrer systématiquement dans leurs réflexions les exigences de l'accessibilité pour tous.

➤ **Projet Aaoutils**

L'objectif principal du projet Aaoutils est la création d'outils pédagogiques innovants reposant sur le concept d'une architecture accessible à tous. Le but est de servir de base à une formation professionnelle spécifique en architecture.

Ce projet, qui regroupe le ministère de la culture et de la communication, l'Arvha (architecture au féminin) et l'ordre des architectes, devrait aboutir à l'horizon 2005.

➤ **Bibliothèque universitaire de Caen**

La nouvelle bibliothèque universitaire de Caen, qui sera inaugurée le 17 juin 2003, a été conçue dès les premières réflexions sur le projet dans un objectif de flexibilité et d'accessibilité à tous

➤ **Actions de France Télévision**

France Télévision mène une réflexion pour la mise en accessibilité de ses plateaux et décors. Une charte doit être élaborée pour rendre accessibles l'ensemble des installations. Cette charte devrait voir le jour en mars 2003, pour application, pour les grilles de programmes de septembre 2003.

La Dma s'est associée à cette initiative des actions de France Télévision.

TOURISME

I - Label « Tourisme et handicap »

En 2002 l'effort dans le domaine du tourisme a porté sur la mise en place du dispositif de labellisation dans les régions.

Sous l'égide des Délégués Régionaux au Tourisme, la plupart des régions ont constitué des commissions régionales de labellisation, composées à parité de membres représentant le monde du tourisme et le monde du handicap.

Elles ont également constitué les équipes d'évaluateurs composées d'un binôme, aussi à parité, et assuré leur formation spécifique sur la base d'un référentiel national, en liaison avec l'association « Tourisme et Handicaps ».

Le dispositif du label est en phase de montée en puissance. Plusieurs centaines de demandes de labellisations sont en cours d'instruction sur l'ensemble des régions métropolitaines.

Ces demandes recouvrent des domaines variés tels que :

- les types d'hébergement (hôtels villages vacances, maisons familiales, chambres d'hôtes, meublés, camping...),
- Les établissements de restauration de toutes natures,
- Les sites touristiques (monuments, musées, châteaux, jardins...),
- Les sites de loisirs (parcs à thème, salles de spectacles, équipements sportifs bases de loisirs...).

En 2002, plus de cent labels Tourisme et Handicap seront officiellement attribués, dont :

- La cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette (moteur, sensoriel, mental),
- NAUSICAA, centre national de la mer à Boulogne-sur-Mer (moteur, visuel, mental),
- La Cité de l'Espace en Midi-Pyrénées,
- Une vingtaine de sites en Languedoc-Roussillon dont le musée du bonbon Haribo (moteur, mental, auditif),
- Une vingtaine de sites en Alsace, dont le Château du Haut Koenigsbourg à Orschwiller (mental et visuel) ; l'Office du Tourisme du Jura alsacien à Ferrette (moteur) ; l'Eglise abbatiale d'Ebersmunster (moteur) ; L' Hôtel Restaurant Le Moschenross à Thann (moteur).

L'impact du label a pu être mesuré à l'occasion du salon Autonomic en juin 2002. Le label a reçu un accueil très positif tant de la part des personnes handicapées que des professionnels du tourisme, où la direction du tourisme a été très sollicitée. De nombreuses demandes d'informations ont porté particulièrement sur les sites labellisés.

II - 5^{ème} campagne « Tourisme et handicap »

En ce qui concerne la mobilisation des professionnels du tourisme, la nouvelle campagne nationale de sensibilisation « vivons ensemble nos vacances » est destinée à asseoir le processus de labellisation en l'inscrivant dans la perspective de l'année 2003 « année européenne des personnes handicapées » .

Une nouvelle brochure «Vivons ensemble nos vacances» a été éditée pour présenter le label et son dispositif, ses avancées, des témoignages sur des exemples de tourisme adapté et la prise de conscience de l'ensemble des opérateurs sur l'intégration de la personne handicapée à la vie citoyenne, en veillant à réaliser l'accessibilité dans tous les domaines et en les associant à tous les niveaux de réflexion pour acquérir un mode de vie le plus autonome possible.

Cette brochure, en direction des acteurs institutionnels et professionnels du tourisme, aux personnes handicapées via les associations spécifiques, au grand public via les offices de tourisme et syndicats d'initiative, sera diffusée officiellement dans le courant de l'automne.

En outre les actions régionales de sensibilisation et de mobilisation à l'accueil des touristes handicapés s'intensifient au travers des événements tels que colloques, salons, expositions, conférence, charte.

III- Les aides à l'investissement

L'accessibilité est désormais retenue en tant que critère d'éligibilité pour l'obtention des aides à l'investissement. Dans le cadre du nouveau programme de consolidation des équipements du tourisme social, les travaux subventionnables doivent obligatoirement intégrer l'accessibilité en vue de l'obtention du label T&H.

IV - La préparation de l'année européenne des personnes handicapées en 2003

Le Conseil national du tourisme (Cnt) a créé un groupe de travail chargé d'évaluer les suites du rapport Gagneux en matière d'offre touristique. Une réflexion sur l'information, l'évolution et la sensibilisation à l'accessibilité et à l'accueil en matière de tourisme a été engagée. Le rapport de ce groupe de travail sera remis au ministre du tourisme en fin d'année.

V -Travaux de l'association « Tourisme et handicap »

Réunissant des professionnels du tourisme et des représentants des personnes handicapées, cette association est chargée d'animer et de coordonner avec le secrétariat d'état au tourisme le dispositif de labellisation. Dans le cadre de son fonctionnement, l'association a créé cette année 5 groupes de travail afin de mener à bien les objectifs qui lui ont été posés. « Doctrine du label », « communication », « promotion et participation aux salons », « formation » et « action communautaire et internationales » sont les cinq thèmes de ces groupes de travail.

VI - Initiatives diverses

➤ **Charte départementale « Tourisme et handicap » des Pyrénées atlantiques**

Le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques a signé une charte départementale « Tourisme et Handicap » par laquelle il s'engage à informer, inciter, accompagner tous les acteurs du tourisme afin de développer les actions facilitant l'accès des personnes handicapées à tous les lieux publics et privés d'activités touristiques, sportives et culturelles. Tous les types de handicap sont pris en considération qu'ils soient moteurs, visuels, auditifs ou mentaux.

- La mer ouverte à tous

Les étudiants de l'école d'architecture Languedoc-Roussillon, ont conçu un guide intitulé « La mer ouverte à tous »

Cahier de réglementation et de recommandations pour aider à la conception et à la réalisation d'aménagements du bord de mer, cet ouvrage, particulièrement complet, comporte de très nombreuses illustrations, qui en font un document à la fois efficace et convivial. Il constitue ainsi « une véritable boîte à outils » pour les futurs architectes et tous les acteurs du tourisme désireux de rendre les plaisirs de la mer accessibles aux personnes handicapées.

➤ **Concours de dessin lancé par l'UE**

La Commission Européenne lance un concours à l'intention des 10-15 ans, en vue de sélectionner le dessin qui figurera sur la carte postale officielle de l'Année européenne des personnes handicapées, sur le thème « comment changer le monde pour une meilleure intégration des personnes handicapées ».

CONCLUSION

On a pu observer tout au long de l'année 2002 un foisonnement d'initiatives en matière d'accessibilité et notamment :

- *L'organisation en février d'un grand colloque interministériel « Mieux vivre la cité : accessibilité pour tous regroupant 9 ministères et en présence de 8 ministres en exercice, qui montra bien l'importance donnée à la question de l'accessibilité et le caractère universel de cette notion,*
- *les travaux de la commission « Culture et handicap » qui ont eux aussi largement contribué à la dynamique interministérielle de la prise en charge de l'accessibilité,*
- *les réflexions menés par la commission des affaires sociales du sénat et le rapport « Compensation du handicap : le temps de la solidarité » qui a, quant à lui, montré le souci que les élus portent à cette question de société et devrait aboutir au dépôt d'un projet de loi,*
- *Enfin, la mission confiée par le Premier ministre à une parlementaire, Madame Geneviève Lévy, sur l'accessibilité des personnes handicapées et à mobilité réduite dans les transports. Cette mission doit, en partant de l'analyse des besoins, aboutir à la fin du 1^{er} trimestre 2003 à des propositions concrètes au gouvernement.*

Au niveau de notre ministère la prise en compte de l'accessibilité s'est renforcée avec, outre le développement de l'action menée par la déléguée ministérielle à l'accessibilité, action relayée au niveau départemental par les correspondants accessibilité nommés en Dde, la nomination d'un Inspecteur général de l'équipement, Jean-Charles de Vincenti, chargé de suivre l'action des services déconcentrés en matière d'accessibilité du logement et des transports.

Toutes ces initiatives sont porteuses d'espoir qu'il convient de ne pas décevoir.

L'année qui s'annonce, « l'année européenne des personnes handicapées » est une année tout à fait particulière qui doit être l'occasion d'avancées significatives en matière d'accessibilité. Des réalisations concrètes sont attendues par tous nos partenaires, nous devons veiller à ce qu'elles voient le jour.

GLOSSAIRE DES SIGLES UTILISES

ADP	Aéroports de Paris
AFNOR	Association française de normalisation
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat
AOCP	Airline operators committee of Paris (association des compagnies aériennes des aéroports de Paris)
APF	Association des paralysés de France
AQC	Amélioration de la qualité de construction
BIOVAM	Besoins en information et en orientation des voyageurs aveugles ou mal-voyants
BNA	Bureau de normalisation de l'automobile
BNEVT	Bureau de normalisation de l'exploitation de la voirie et des transports
CCDSA	Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
CEAC	Conférence européenne de l'aviation civile
CEI	Commission électrotechnique internationale
CEMT	Conférence européenne des ministres des transports
CEN	Commission européenne de normalisation
CERTU	Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques
CETE	Centre d'études techniques de l'Equipement
CIFP	Centre interrégional de formation professionnelle
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse
CNCPH	Comité national consultatif des personnes handicapées
COLIAC	Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti
COST	Coopération européenne dans le domaine des sciences et des techniques
CPER	Comité permanent des équipements de la route
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment
DDASS	Direction départementale de l'action sanitaire et sociale
DDE	Direction départementale de l'Equipement
DGAC	Direction générale de l'aviation civile
DGAS	Direction Générale de l'action sociale
DGUHC	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction
DSCR	Direction de la sécurité et de la circulation routières
DTT	Direction des Transports Terrestre
ENPC	Ecole nationale des ponts et chaussées
EPAD	Etablissement public d'aménagement de la Défense
ERP	Etablissement recevant du public
GART	Groupement des autorités responsables de transport
GRS	Groupe de réflexion stratégique
HLM	Habitation à loyer modéré
INC	Institut nationale de la consommation
ISO	International standard organisation (organisation internationale de normalisation)
INRETS	Institut nationale de recherche sur les transports et leur sécurité
PMR	Personnes à mobilité réduite
PREDIT	Programme national de recherche et d'innovation dans les transports terrestres
RATP	Régie autonome des transports parisiens
SEM	Société d'économie mixte
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SOFRES	Société française d'études et de statistiques
SDIS	Service départemental et de secours

STIF	Syndicat des transport d'Ile-de-France
TCSP	Transport en commun site propre
TPFB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
UFJT	Union française des jeunes travailleurs
UITP	Union internationale des transports publics
UNIOPSS	Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux
UNAPEI	Union Nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales

Madame Catherine BACHELIER , Déléguée Ministérielle à l'accessibilité, remercie toutes Les personnes qui ont apporté leur contribution à l'élaboration de ce rapport.

Elle tient à présenter tout particulièrement ses remerciements à :

<i>Michel BOYER</i>	<i>Dguhc</i>
<i>Christine DJEA</i>	<i>Dma</i>
<i>Frédéric DENIZET</i>	<i>Dtt</i>
<i>Claire GAMBOURG</i>	<i>Dgac</i>
<i>Gérard HILLAIRE</i>	<i>Dtt</i>
<i>Christian HERNANDEZ</i>	<i>Sncf</i>
<i>Hasni JERIDI</i>	<i>Dma</i>
<i>Pierre LELOUP</i>	<i>Ratp</i>
<i>Luc NIGAY</i>	<i>Dma</i>
<i>Pierre-Antoine THIERRY</i>	<i>Dguhc</i>